



**RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:**

**Bid Receiving - PWGSC / Réception des
soumissions - TPSGC**
11 Laurier St. / 11, rue Laurier
Place du Portage , Phase III
Core 0B2 / Noyau 0B2
Gatineau, Québec K1A 0S5
Bid Fax: (819) 997-9776

**REQUEST FOR PROPOSAL
DEMANDE DE PROPOSITION**

**Proposal To: Public Works and Government
Services Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Proposition aux: Travaux Publics et Services
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address

**Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur**

Issuing Office - Bureau de distribution

Ship Refits and Conversions / Radoubss et modifications de navires and / et
11 Laurier St. / 11, rue Laurier
6C2, Place du Portage
Gatineau, Québec K1A 0S5

Title - Sujet Remise en état de la grue HIAB		
Solicitation No. - N° de l'invitation F2599-165154/A		Date 2017-01-16
Client Reference No. - N° de référence du client F2599-165154		
GETS Reference No. - N° de référence de SEAG PW-\$\$MD-034-26137		
File No. - N° de dossier 034md.F2599-165154	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME	
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM on - le 2017-02-07		Time Zone Fuseau horaire Eastern Standard Time EST
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>		
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Green, Dave		Buyer Id - Id de l'acheteur 034md
Telephone No. - N° de téléphone (819) 420-2900 ()		FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: Specified Herein Précisé dans les présentes		

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée See Herein	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date



Destination Code - Code destinataire	Destination Address - Adresse de la destination	Invoice Code - Code bur.-comptable	Invoice Address - Adresse de facturation
D - 1	CCGS Limnos , 867 Lakeshore Road, Burlington, ON CCGS Cove Isle, 28, Waubeek Street, Parry Sound, ON CCGS Caribou Isle, 370 Dalhousie Street, Amherstburg, ON	F2599	DEPARTMENT OF FISHERIES AND OCEANS MARINE ENGINEERING CCG 520 EXMOUTH ST Attention: Helen Evans SARNIA Ontario N7T8B1 Canada



Item Article	Description	Dest. Code Dest.	Inv. Code Fact.	Qty Qté	U. of I. U. de D.	Unit Price/Prix unitaire FOB/FAM Destination	Plant/Usine	Delivery Req. Livraison Req.	Del. Offered Liv. offerte
1	Three (3) HIAB cranes	D - 1	F2599	1	LT	\$	XXXXXXXXXXXX	See Herein	

TABLE DES MATIÈRES

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX.....	3
1.1 INTRODUCTION.....	3
1.2 SOMMAIRE	3
1.3 COMPTE RENDU	3
PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES.....	4
2.1 INSTRUCTIONS, CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	4
2.2 PRÉSENTATION DES SOUMISSIONS	4
2.3 ANCIEN FONCTIONNAIRE	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.
2.4 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS – EN PÉRIODE DE SOUMISSION.....	5
2.5 LOIS APPLICABLES	5
PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS	6
3.1 INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS.....	6
PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION	7
4.1 PROCÉDURES D'ÉVALUATION	7
4.2 MÉTHODE DE SÉLECTION	8
PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	8
5.1 ATTESTATIONS EXIGÉES AVEC LA SOUMISSION	8
5.2 ATTESTATIONS PRÉALABLES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES	8
5.3 ATTESTATIONS ADDITIONNELLES PRÉALABLES À L'ATTRIBUTION DU CONTRAT.....	9
PARTIE 6 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT	10
6.1 ÉNONCÉ DES TRAVAUX.....	10
6.2 CLAUSES ET CONDITIONS UNIFORMISÉES	11
6.3 EXIGENCES RELATIVES À LA SÉCURITÉ	11
6.4 DURÉE DU CONTRAT.....	11
6.5 RESPONSABLES.....	11
6.6 DIVULGATION PROACTIVE DE MARCHÉS CONCLUS AVEC D'ANCIENS FONCTIONNAIRES	ERROR! BOOKMARK NOT DEFINED.
6.7 PAIEMENT	13
6.8 INSTRUCTIONS RELATIVES À LA FACTURATION	14
6.9 ATTESTATIONS.....	15
6.10 LOIS APPLICABLES	15
6.11 ORDRE DE PRIORITÉ DES DOCUMENTS	16
6.12 EXIGENCES EN MATIÈRE D'ASSURANCE	16
6.13 LIMITATION DE LA RESPONSABILITÉ.....	18
6.14 CLAUSES DU GUIDE DES CCUA	18
6.15 RÉUNIONS D'AVANCEMENT	18
6.16 RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS	19
6.17 TITRE PROFESSIONNEL.....	21
6.18 ÉQUIPEMENT/SYSTÈMES : INSPECTION/ESSAIS.....	21
ANNEXE « A »	20
ÉNONCÉ DES BESOINS TECHNIQUES.....	20
ANNEXE « B »	21

N° de l'invitation - Sollicitation No.
F2599-165154/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
F2599-165154

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
049ml. F2599-165154

Id de l'acheteur - Buyer ID
049ml
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

BASE DE PAIEMENT	21
ANNEXE « C »	24
PROCÉDURE DE TRAITEMENT DES TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES OU IMPRÉVUS	24
ANNEXE « D »	27
PROCÉDURE DE RÉCLAMTION AU TITRE DE LA GARANTIE	27
ANNEXE « E »	34
LIVRABLES OBLIGATOIRES.....	34
ANNEXE « F »	35
PROPOSITION FINANCIERE.....	35

PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

1.1 Introduction

La demande de soumissions contient six parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit:

Partie 1	Renseignements généraux : renferme une description générale du besoin;
Partie 2	Instructions à l'intention des soumissionnaires : renferme les instructions, clauses et conditions relatives à la demande de soumissions;
Partie 3	Instructions pour la préparation des soumissions : donne aux soumissionnaires les instructions pour préparer leur soumission;
Partie 4	Procédures d'évaluation et méthode de sélection : décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation et présente les critères d'évaluation auxquels on doit répondre dans la soumission, ainsi que la méthode de sélection;
Partie 5	Attestations : comprend les attestations à fournir;
Partie 6	Clauses du contrat subséquent: contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat subséquent.

Les annexes comprennent l'Énoncé des besoins techniques, la Base de paiement, les Procédures pour le traitement des travaux supplémentaires ou imprévus, les Procédures de réclamation au titre de la garantie, les livrables obligatoires, la Proposition financière, et toute autre annexe.

1.2 Sommaire

La Garde côtière canadienne (GCC) a l'obligation de procéder à des révisions sur trois grues marines Hiab, conformément à l'annexe A - l'Énoncé des besoins techniques. Ces grues sont situées sur trois navires de la GCC; NGCC Cove Isle, le NGCC Caribou Isle et le NGCC Limnos dans leurs ports respectifs.

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire et ses affiliés respectent les dispositions stipulées à l'article 01 Dispositions relatives à l'intégrité - soumission, des instructions uniformisées 2003. Les renseignements connexes, tel que requis aux dispositions relatives à l'intégrité, assisteront le Canada à confirmer que les attestations sont véridiques.

Ce besoin est assujéti aux dispositions de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI).

1.3 Compte rendu

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats du processus de demande de soumissions. Les soumissionnaires devraient en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES SOUMISSIONNAIRES

2.1 Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande de soumissions par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la demande de soumissions, et acceptent les clauses et les conditions du contrat subséquent.

Le document [2003](#), (2016-04-04) Instructions uniformisées – biens ou services - besoins concurrentiels, est incorporé par renvoi dans la demande de soumissions et en fait partie intégrante.

2.1.1 Clauses du Guide des CCUA

B1000T (2014-06-26) Condition du matériel – soumission

2.2 Présentation des soumissions

Les soumissions doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande de soumissions.

2.3 Visite facultative des lieux – Navire

On recommande au soumissionnaire ou à l'un de ses représentants de visiter les lieux des travaux. Des dispositions ont été prises pour que la visite ait lieu le 24 janvier (NGCC Cove Isle – Parry Sound, ON) le 25 janvier (NGCC Limnos – Burlington, ON) et le 26 janvier (NGCC Caribou Isle – Amherstburg, ON) 2017, entre 9 h et midi aux adresses suivantes. Tous les entrepreneurs doivent présenter une pièce d'identité pour s'inscrire à l'entrée principale.

Base de la garde côtière de Parry Sound, 28, rue Waubeek, Parry Sound (Ontario) P2A 1B9
Carte : <http://www.tbs-sct.gc.ca/dfrp-rbif/pn-nb/11454-eng.aspx>

Centre canadien des eaux intérieures (CCEI) – 867, chemin Lakeshore, Burlington (Ontario) L7S 1A1
Carte : <http://www.tbs-sct.gc.ca/dfrp-rbif/pn-nb/10251-eng.aspx?qid=23397480>

Base de la garde côtière de Amherstburg, 370, rue Dalhousie, Amherstburg, (Ontario) N9V 1X3
Carte : <http://www.tbs-sct.gc.ca/dfrp-rbif/pn-nb/10705-eng.aspx?qid=23397483>

Les soumissionnaires sont priés de communiquer avec l'autorité contractante au plus tard trois (3) jours ouvrables avant la date de la visite prévue, pour confirmer leur présence et fournir le nom de la ou des personnes qui s'y rendront. On pourrait demander aux soumissionnaires de signer une feuille de présence. Aucun autre rendez-vous ne sera accordé aux soumissionnaires qui ne participeront pas à la visite ou qui n'enverront pas de représentant. Les soumissionnaires qui ne participeront pas à la visite pourront tout de même présenter une soumission. Tout changement ou toute précision résultant de la visite des lieux sera inclus à titre de modification à la demande de soumissions.

2.4 Demandes de renseignements – en période de soumission

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit à l'autorité contractante au moins **trois (3)** jours civils avant la date de clôture des soumissions. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les soumissionnaires devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la demande de soumissions auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère exclusif doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander au soumissionnaire de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les soumissionnaires. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les soumissionnaires.

2.5 Lois applicables

Tout contrat subséquent sera interprété et régi selon les lois en vigueur en Ontario, et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les soumissionnaires peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur soumission ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les soumissionnaires acceptent les lois applicables indiquées.

PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES SOUMISSIONS

3.1 Instructions pour la préparation des soumissions

Le Canada demande que les soumissionnaires fournissent leur soumission en sections distinctes, comme suit :

Section I : Soumission technique (2 copies papier et 1 copie électronique sur clé USB)

Section II : Soumission financière (1 copie papier)

Section III : Attestations (2 copies papier et 1 copie électronique sur clé USB)

Les prix doivent figurer dans la soumission financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de la soumission.

Le Canada demande que les soumissionnaires suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur soumission :

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande de soumissions:

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les ministères et organismes fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement [Politique d'achats écologiques](http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html) (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>).

Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les soumissionnaires devraient :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement: impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

Section I : Soumission technique

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient démontrer leur compréhension des exigences contenues dans la demande de soumissions et expliquer comment ils répondront à ces exigences et comment ils réaliseront les travaux conformément à l'annexe «A», l'Énoncé des besoins techniques et l'annexe «E», livrables obligatoires. Les soumissionnaires devraient démontrer leur capacité et décrire l'approche de façon complète, concise et claire pour effectuer les travaux.

La soumission technique devrait traiter clairement et de manière suffisamment approfondie des points faisant l'objet des critères d'évaluation en fonction desquels la soumission sera évaluée. Il ne suffit pas de reprendre simplement les énoncés contenus dans la demande de soumissions. Afin de faciliter l'évaluation de la soumission, le Canada demande que les soumissionnaires reprennent les sujets dans l'ordre des critères d'évaluation, sous les mêmes rubriques. Pour éviter les recoupements, les soumissionnaires peuvent faire référence à différentes sections de leur soumission en indiquant le numéro de l'alinéa et de la page où le sujet visé est déjà traité.

Section II : Soumission financière et Attestations

3.1.1 Les soumissionnaires doivent présenter leur soumission financière en conformité avec le proposition financière à l'annexe « F ». Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément.

Les soumissionnaires doivent présenter les attestations exigées à la Partie 5.

3.1.2 Fluctuation du taux de change

Le besoin ne prévoit pas offrir d'atténuer les risques liés à la fluctuation du taux de change. Aucune demande d'atténuation des risques liés à la fluctuation du taux de change ne sera prise en considération. Toute soumission incluant une telle disposition sera déclarée non recevable.

PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION

4.1 Procédures d'évaluation

- a) Les soumissions seront évaluées par rapport à l'ensemble des exigences de la demande de soumissions, incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les soumissions.

4.1.1 Évaluation technique

4.1.1.1 Critères techniques obligatoires

Les critères techniques obligatoires sont indiqués à l'annexe «E», livrables obligatoires.

4.1.2 Évaluation financière

4.1.2.1 Critères financiers obligatoires

Le prix de la soumission sera évalué en dollars canadiens, excluant les taxes applicables, DDP destination, incluant les droits de douane et les taxes d'accise canadiens.

Travaux imprévus et prix d'évaluation

Dans tout contrat de radoub, de réparation ou de carénage de navires, des travaux imprévus s'imposeront après que le navire et son équipement auront été ouverts et inspectés.

Un coût prévu pour les travaux imprévus sera inclus dans le prix d'évaluation. Celui-ci sera calculé en incluant un nombre estimatif d'heures-personnes additionnelles multiplié par un tarif horaire ferme d'imputation pour la main-d'œuvre pour les travaux imprévus, ajouté au prix ferme pour les travaux prévus.

Le prix d'évaluation sera utilisé pour l'évaluation de la soumission. Le nombre d'heures-personnes additionnelles pour les travaux imprévus sera fondé sur l'expérience passée et il n'y a aucun montant minimal ou maximal pour les travaux imprévus, pas plus qu'il n'y a de garantie relative à ces travaux.

Les critères financiers sont énumérés à l'annexe «F», proposition financière.

4.2 Méthode de sélection

4.2.1 Critères techniques obligatoires

Une soumission doit respecter les exigences de la demande de soumissions et satisfaire à tous les critères d'évaluation techniques obligatoires pour être déclarée recevable. La soumission recevable avec le prix évalué le plus bas sera recommandée pour attribution d'un contrat.

PARTIE 5 – ATTESTATIONS ET RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations et les renseignements supplémentaires exigés pour qu'un contrat leur soit attribué.

Les attestations que les soumissionnaires remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. Le Canada déclarera une soumission non recevable, ou à un manquement de la part de l'entrepreneur s'il est établi qu'une attestation du soumissionnaire est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des soumissions, ou pendant la durée du contrat.

L'autorité contractante aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations du soumissionnaire. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par l'autorité contractante, la soumission sera déclarée non recevable, ou constituera un manquement aux termes du contrat.

5.1 Attestations exigées avec la soumission

Les soumissionnaires doivent fournir les attestations suivantes dûment remplies avec leur soumission.

5.1.1 Déclaration de condamnation à une infraction

Conformément au paragraphe Déclaration de condamnation à une infraction de l'article 01 des instructions uniformisées, le soumissionnaire doit, selon le cas, présenter avec sa soumission le Formulaire de déclaration dûment rempli afin que sa soumission ne soit pas rejetée du processus d'approvisionnement.

5.2 Attestations préalables à l'attribution du contrat et renseignements supplémentaires

Les attestations et les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous devraient être remplis et fournies avec la soumission mais ils peuvent être fournies plus tard. Si l'une de ces attestations ou renseignements supplémentaires ne sont pas remplis et fournis tel que demandé, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de fournir les attestations ou les renseignements supplémentaires énumérés ci-dessous dans le délai prévu, la soumission sera déclarée non recevable.

5.2.1 Dispositions relatives à l'intégrité – liste de noms

Les soumissionnaires constitués en personne morale, y compris ceux qui présentent une soumission à titre de coentreprise, doivent transmettre une liste complète des noms de tous les administrateurs.

Les soumissionnaires qui présentent une soumission en tant que propriétaire unique, incluant

ceux présentant une soumission comme coentreprise, doivent fournir le nom du ou des propriétaire(s).

Les soumissionnaires qui présentent une soumission à titre de société, d'entreprise ou d'association de personnes n'ont pas à soumettre une liste de noms.

5.2.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi - Attestation de Soumissions

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que le soumissionnaire, et tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste des « **soumissionnaires à admissibilité limitée** » (http://www.travail.gc.ca/fra/normes_equite/eq/emp/pcf/liste/inelig.shtml) du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible sur le site Web d'**Emploi et Développement social Canada (EDSC) – Travail**.

Le Canada aura le droit de déclarer une soumission non recevable si le soumissionnaire, ou tout membre de la coentreprise si le soumissionnaire est une coentreprise, figure dans la liste des « **soumissionnaires à admissibilité limitée** » du PCF au moment de l'attribution du contrat.

5.3 Attestations additionnelles préalables à l'attribution du contrat

5.3.1 Certification relative au soudage

En présentant une soumission, le soumissionnaire atteste que les soudeurs sont certifiés CSA W47.1 Div.1 ou Div. 2 à la fois nouvelle et refit travail.

La certification doit rester valide durant la période du contrat.

Le soumissionnaire doit fournir une copie de la certification.

PARTIE 6 – CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent à tout contrat subséquent découlant de la demande de soumissions et en font partie intégrante.


6.1 Énoncé des travaux

L'entrepreneur doit être effectué des révisions sur trois grues marines Hiab conformément à l'Annexe A - Énoncé technique des exigences. Ces grues sont situées sur trois navires de la GCC; NGCC Cove Isle, le NGCC Caribou Isle et le NGCC Limnos dans leurs ports respectifs.

Les soins et la garde du bateau resteront avec la Garde côtière canadienne lors de l'installation.

6.1.2 Procédures pour modifications de conception ou travaux supplémentaires

Ces procédures doivent être suivies pour toute modification de conception ou travaux supplémentaires.

1. Lorsque le Canada demande une modification de conception ou des travaux supplémentaires :
 - a. Le responsable technique fournira à l'autorité contractante une description de la modification de conception ou des travaux supplémentaires en donnant suffisamment de détails pour permettre à l'entrepreneur de fournir les renseignements suivants :
 - i. tout impact de la modification de conception ou des travaux supplémentaires sur les exigences du contrat;
 - ii. une ventilation des prix (avec augmentation ou diminution) découlant de la mise en oeuvre de la modification de conception ou de l'exécution des travaux supplémentaires, au moyen du formulaire [PWGSC-TPSGC 1686](#), Soumission pour modification du plan ou travail supplémentaire, ou du formulaire [PWGSC-TPSGC 1379](#) , Travaux imprévus ou nouveaux travaux.
 - iii. un calendrier pour effectuer la modification de conception ou pour exécuter les travaux supplémentaires ainsi que l'impact sur le calendrier d'exécution du contrat.
 - b. L'autorité contractante transmettra alors cette information à l'entrepreneur.
 - c. L'entrepreneur retournera le formulaire rempli à l'autorité contractante pour évaluation et négociation. Lorsqu'une entente est conclue, le formulaire doit être signé par toutes les parties dans les blocs-signature appropriés. Cela constituera l'autorisation écrite permettant à l'entrepreneur d'exécuter les travaux, et le contrat sera modifié en conséquence.
2. Lorsque l'entrepreneur demande une modification de conception ou des travaux supplémentaires :
 - a. L'entrepreneur doit fournir à l'autorité contractante une demande de modification de conception ou de travaux supplémentaires en donnant suffisamment de détails pour permettre au Canada de l'examiner.
 - b. L'autorité contractante transmettra la demande au responsable technique pour examen.
 - c. Si le Canada convient qu'une modification de conception ou que des travaux supplémentaires sont requis, les procédures figurant au paragraphe 1 devront être suivies.
 - d. Si le Canada détermine que la modification de conception ou les travaux supplémentaires ne sont pas requis, l'autorité contractante en informera l'entrepreneur par écrit.

3. Approbation

L'entrepreneur ne doit effectuer aucune modification de conception ou exécuter des travaux supplémentaires sans avoir obtenu l'autorisation écrite de l'autorité contractante. Tout travail exécuté sans l'autorisation écrite de l'autorité contractante sera considéré comme étant hors de la portée du contrat et aucun paiement ne sera versé pour ces travaux.

6.2 Clauses et conditions uniformisées

Toutes les clauses et conditions identifiées dans le contrat par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le [Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat](https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat) (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

6.2.1 Conditions générales

2035 (2016-04-04), Conditions générales - besoins plus complexes de services, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

1031-2 (2012-07-16), Principes des coûts contractuels, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante

6.2.2 Conditions générales supplémentaires

4012 (2012-07-16), Biens - besoins plus complexes, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

6.3 Exigences relatives à la sécurité

6.3.1 Ce contrat ne comporte aucune exigence relative à la sécurité.

6.4 Durée du contrat

6.4.1 Période du contrat

La période du contrat de soutien en service sera de la commence du le contrat à 31 mars, 2017.

6.5 Responsables

6.5.1 Autorité contractante

L'autorité contractante pour le contrat est:

Dave Green
Agente d'approvisionnements
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada
Direction générale des approvisionnements
Direction des systèmes maritimes
Place du Portage, Phase III - Étage: 6C2
11 rue Laurier
K1A 0S5
Téléphone : 819-420-2900

Télécopieur : 819-956-0897

Courriel : Dave.Green@tpsgc-pwgsc.gc.ca

L'autorité contractante est responsable de la gestion du contrat, et toute modification doit être autorisée par écrit par l'autorité contractante. L'entrepreneur ne doit pas effectuer de travaux dépassant la portée du contrat ou des travaux qui n'y sont pas prévus, suite à des demandes ou instructions verbales ou écrites de toute personne autre que l'autorité contractante.

6.5.2 Chargé de projet

Le chargé de projet pour le contrat est :

Nom : _____

Titre : _____

Organisation : _____

Adresse : _____

Téléphone : ____ - ____ - _____

Télécopieur : ____ - ____ - _____

Courriel : _____

(Autorité contractante sera compléter à l'attribution du contrat)

Le chargé de projet représente le ministère ou l'organisme pour lequel les travaux sont exécutés en vertu du contrat. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat. On peut discuter des questions techniques avec le chargé de projet; cependant, celui-ci ne peut pas autoriser les changements à apporter à l'énoncé des travaux. De tels changements peuvent être effectués uniquement au moyen d'une modification au contrat émise par l'autorité contractante.

6.5.3 L'Autorité de la réquisition

L'autorité de la réquisition pour le contrat est :

Nom : _____

Titre : _____

Organisation : _____

Adresse : _____

Téléphone : ____ - ____ - _____

Télécopieur : ____ - ____ - _____

Courriel : _____

(Autorité contractante sera compléter à l'attribution du contrat)

L'Autorité de la réquisition est le responsable de la gestion des contrats du MDN et est la seule organisation qui peut autoriser le travail supplémentaire.

6.5.4 Représentant de l'entrepreneur

Nom : _____

Titre : _____

Organisation : _____

Adresse : _____

Téléphone : ____ - ____ - _____

Télécopieur : ____ - ____ - _____

Courriel : _____

6.6 Calendrier de travail préliminaire

6.6.1 Au moment de la clôture des soumissions, le soumissionnaire doit présenter au Canada une (1) copie d'un calendrier de travail préliminaire sous forme de diagramme de Gantt. Ce calendrier doit indiquer les dates de début et d'achèvement des travaux durant la période de travail, y compris les dates d'échéance réalistes pour chacune des étapes importantes. Ce calendrier sera passé en revue avec le soumissionnaire retenu lors de la réunion préalable au radoub.

6.6.2 Le calendrier de l'entrepreneur doit comprendre les dates cibles de chacun des événements importants suivants :

- a. le début des travaux tel qu'indiqué à l'annexe A – 5.2.2;
- b. tous éléments de travail faisant l'objet d'un prix figurant à l'annexe F;
- c. l'achèvement des travaux tel qu'indiqué à l'annexe A – 5.2.2;
- d. la période des essais à quai.

6.7 Paiement

6.7.1 Base de paiement

À condition qu'il s'acquitte de façon satisfaisante de ses obligations visées par le contrat, l'entrepreneur sera payé un prix ferme, tel qu'il est indiqué à l'annexe B – Base de paiement, pour tous les travaux prévus. Toutes les taxes sont en sus, s'il y a lieu.

Aucune augmentation de la responsabilité totale du Canada ou du prix des travaux découlant de toute modification technique, modification ou interprétation du devis ne sera autorisée ou payée à l'entrepreneur, à moins que ces modifications techniques, modifications ou interprétations n'aient été approuvées, par écrit, par l'autorité contractante avant d'être intégrées aux travaux.

6.7.2 Paiement des travaux supplémentaires ou imprévus incluant les modifications de conception

Le paiement des travaux imprévus sera effectué conformément à l'annexe B, selon le cas.

6.7.3 Limite de prix

Clause du *Guide des CCUA* C6000C (2011-05-16), Limite de prix

6.7.4 Méthode de paiement

Clause du *Guide des CCUA* H1001C (2008-05-12) Paiements multiples

6.7.5 Clauses du Guide des CCUA

C2000C (2007-11-30) Taxes - entrepreneur établi à l'étranger

6.7.6 Vérification discrétionnaire pour les travaux supplémentaires ou imprévus incluant les modifications de conception, les modifications techniques ou les modifications à la portée des travaux

1. Les éléments qui suivent pourront faire l'objet d'une vérification par le gouvernement avant ou après le paiement :

- (a) le montant réclamé en vertu du contrat, calculé conformément aux modalités de paiement, y compris le temps facturé;
 - (b) la précision du système d'enregistrement du temps de l'entrepreneur;
 - (c) le profit estimatif compris dans tout élément de prix ferme, taux horaire ferme, taux ferme de frais généraux ou multiplicateur salarial ferme, pour lequel l'entrepreneur a fourni une attestation appropriée. La vérification a pour but de déterminer si le profit réel réalisé à la suite d'un seul contrat, s'il en existe un seul, ou si le profit global réel réalisé par l'entrepreneur à la suite d'un ensemble de contrats négociés comportant un ou plusieurs des prix, taux horaire ou multiplicateurs précités, et accordé pendant une période précise déterminée, est juste et raisonnable par rapport au profit estimatif indiqué dans une ou des attestations de prix ou de taux antérieurs;
 - (d) tout élément de prix ferme, taux horaire ferme, taux ferme de frais généraux ou multiplicateur salarial ferme pour lequel l'entrepreneur a fourni une attestation indiquant que cet élément s'applique au meilleur client. Une telle vérification vise à déterminer si le fournisseur a appliqué à quiconque, y compris le client le plus favorisé du fournisseur, des prix, taux ou multiplicateurs moins élevés pour des biens ou services de qualité et quantité comparables.
2. Tout paiement effectué avant la fin de la vérification des comptes devra être considéré uniquement provisoire et être rajusté dans la mesure requise pour tenir compte des résultats de cette vérification. S'il y a eu paiement en trop, l'entrepreneur devra rembourser au Canada le trop-payé.

6.7.7 Vérification du temps pour les travaux supplémentaires ou imprévus incluant les modifications de conception, les modifications techniques ou les modifications à la portée des travaux

Le temps facturé et l'exactitude du système d'enregistrement du temps de l'entrepreneur pourront faire l'objet d'une vérification par le Canada, avant ou après que l'entrepreneur ait été payé. Si la vérification est effectuée après le paiement, l'entrepreneur devra rembourser, à la demande du Canada, tout paiement en trop.

6.8 Instructions relatives à la facturation

L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.

1. Les factures doivent être soumises sur le formulaire de la facture fournisseur et doit être préparées pour présenter:
 - a) La date
 - b) Nom et adresse du destinataire
 - c) une copie du document de sortie et de tout autre document tel qu'il est spécifié au contrat;
 - d) Numéro d'article, quantité, numéro de la pièce, numéro de référence et description;
 - e) Numéro de contrat.

2. Les factures doivent être distribuées comme suit :
- a) L'original et un (1) exemplaire doivent être envoyés à l'adresse suivante pour attestation et paiement.

Marine Engineering
Garde côtière canadienne
520 rue Exmouth
Sarnia, ON
N7T 8B1

- b) Un (1) exemplaire doit être envoyé à l'autorité contractante identifiée sous l'article intitulé « Responsables » du contrat.
- c) Un (1) exemplaire doit être envoyé au consignataire.

3. Les factures sont pas soumis avant l'expédition ou la livraison des biens et services et toutes les factures doivent avoir les signatures originales et être estampillé comme « originale ».

Paiement ne sera pas autorisé jusqu'à ce que tout matériel et de services ont été inspectés et acceptés par le chargé de projet.

4. Si le paiement doit être effectué à une adresse autre que l'adresse sur la page couverture du contrat, il doit être clairement identifié à l'intérieur du contrat comme adresse de la « Remise à » . Cette adresse doit comprendre les éléments suivants:

Nom de l'entreprise
Adresse complète
Ville
Province / état
Code postal

6.9 Attestations

6.9.1 Conformité

Le respect continu des attestations fournies par l'entrepreneur avec sa soumission ainsi que la coopération constante quant aux renseignements supplémentaires sont des conditions du contrat. Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée du contrat. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'entrepreneur ou à fournir les renseignements supplémentaires, ou encore si on constate que les attestations qu'il a fournies avec sa soumission comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier le contrat pour manquement conformément aux dispositions du contrat en la matière.

6.10 Lois applicables

Le contrat doit être interprété et régi selon les lois en vigueur _____ ((l'autorité contractante insérera le nom de la province ou du territoire précisé par le soumissionnaire dans sa soumission, s'il y a lieu) et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

6.11 Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) les articles de la convention;
- b) les conditions générales supplémentaires 4012 (2012-07-16) Biens - besoins plus complexes, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante;
- c) les conditions générales - 2035 (2016-04-04), Conditions générales - besoins plus complexes de services, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante;
- d) les conditions générales – 1031-2 (2012-07-16), Principes des coûts contractuels, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante;
- e) l'Annexe « A », l'Énoncé des besoins techniques;
- f) l'Annexe « B », Base de paiement;
- g) l'Annexe « C » Procédures pour le traitement des travaux supplémentaires ou imprévus;
- h) la soumission de l'entrepreneur datée du _____.

6.12 Exigences en matière d'assurance

1. L'entrepreneur doit souscrire et maintenir pendant toute la durée du contrat une police d'assurance responsabilité civile commerciale d'un montant équivalant à celui habituellement fixé pour un contrat de cette nature; toutefois, la limite de responsabilité ne doit pas être inférieure à 2 000 000 \$ par accident ou par incident et suivant le total annuel.
2. La police d'assurance responsabilité civile commerciale doit comprendre les éléments suivants :
 - a. Assuré additionnel : Le Canada est désigné comme assuré additionnel, mais seulement en ce qui concerne les responsabilités qui peuvent découler de l'exécution du contrat par l'entrepreneur. L'intérêt du Canada devrait se lire comme suit : Le Canada, représenté par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.
 - b. Blessures corporelles et dommages matériels causés à des tiers découlant des activités de l'entrepreneur.
 - c. Produits et activités complétées : Couverture pour les blessures corporelles et dommages matériels découlant de biens ou de produits fabriqués, vendus, manipulés ou distribués par l'entrepreneur, ou découlant des activités complétées par l'entrepreneur.
 - d. Préjudice personnel : Sans s'y limiter, la couverture doit comprendre la violation de la vie privée, la diffamation verbale ou écrite, l'arrestation illégale, la détention ou l'incarcération et la diffamation.
 - e. Responsabilité réciproque/Séparation des assurés : Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue. De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.
 - f. Responsabilité contractuelle générale : La police doit, sur une base générale ou par renvoi explicite au contrat, couvrir les obligations assumées en ce qui concerne les dispositions contractuelles.
 - g. Les employés et (s'il y a lieu) les bénévoles doivent être désignés comme assurés additionnels.
 - h. Responsabilité de l'employeur (ou confirmation que tous les employés sont protégés par la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (CSPAAT) ou par un programme semblable).

- i. Formule étendue d'assurance contre les dommages, comprenant les activités complétées : Couvre les dommages matériels de manière à inclure certains sinistres qui seraient autrement exclus en vertu de la clause d'exclusion usuelle de garde, de contrôle ou de responsabilité faisant partie d'une police d'assurance type.
- j. Avis d'annulation : L'assureur s'efforcera de donner à l'autorité contractante un avis écrit de trente (30) jours en cas d'annulation de la police.
- k. S'il s'agit d'une police sur la base des réclamations, la couverture doit être valide pour une période minimale de douze (12) mois suivant la fin ou la résiliation du contrat.
- l. Responsabilité civile indirecte du propriétaire ou de l'entrepreneur : Couvre les dommages découlant des activités d'un sous-traitant que l'entrepreneur est juridiquement responsable de payer.
- m. Assurance automobile des non-propriétaires : Couvre les poursuites contre l'entrepreneur du fait de l'utilisation de véhicules de location ou n'appartenant pas à l'entrepreneur.
- n. Préjudices découlant de la publicité : L'avenant doit notamment inclure le piratage ou l'appropriation illicite d'idées, ou la violation de droits d'auteur, de marques de commerce, de titres ou de slogans.
- o. Assurance tous risques de responsabilité civile des locataires : Pour protéger l'entrepreneur à l'égard des responsabilités découlant de l'occupation d'installations louées.
- p. Modification de l'exclusion sur les engins nautiques, pour inclure les activités de réparation accessoires effectuées à bord des engins nautiques.
- q. Pollution subite et accidentelle (minimum 120 heures) : Pour protéger l'entrepreneur à l'égard des responsabilités découlant de dommages causés par la pollution accidentelle.
- r. Droits de poursuite : Conformément à l'alinéa 5 d) de la [Loi sur le ministère de la Justice](#), L.R.C. 1993, ch. J-2, art. 1, si une poursuite est intentée par ou contre le Canada et que, indépendamment de la présente clause, l'assureur a le droit d'intervenir en poursuite ou en défense au nom du Canada à titre d'assuré additionnel désigné en vertu de la police d'assurance, l'assureur doit communiquer promptement avec le Procureur général du Canada, par lettre recommandée ou par service de messagerie, avec accusé de réception, pour s'entendre sur les stratégies juridiques.
- s. **Pour la province de Québec, envoyer à l'adresse suivante :**

*Directeur
Direction du droit des affaires
Bureau régional du Québec (Ottawa)
Ministère de la Justice
284, rue Wellington, pièce SAT-6042
Ottawa (Ontario) K1A 0H8*

Pour les autres provinces et territoires, envoyer à l'adresse suivante :

*Avocat général principal
Section du contentieux des affaires civiles
Ministère de la Justice
234, rue Wellington, Tour de l'Est
Ottawa (Ontario) K1A 0H8*

Une copie de cette lettre doit être envoyée à l'autorité contractante à titre d'information. Le Canada se réserve le droit d'intervenir en codéfense dans toute poursuite intentée contre le Canada. Le Canada assumera tous les frais liés à cette codéfense. Si le Canada décide de participer à sa défense en cas de poursuite intentée contre lui et qu'il

n'est pas d'accord avec un règlement proposé et accepté par l'assureur de l'entrepreneur et les plaignants qui aurait pour effet de donner lieu à un règlement ou au rejet de l'action intentée contre le Canada, ce dernier sera responsable envers l'assureur de l'entrepreneur pour toute différence entre le montant du règlement proposé et la somme adjugée ou payée en fin de compte (coûts et intérêts compris) au nom du Canada.

6.13 Limitation de la responsabilité

1. Cet article s'applique malgré toute autre disposition du contrat et remplace l'article des conditions générales intitulé « Responsabilité ». Toute mention dans cet article de dommages causés par l'entrepreneur comprennent les dommages causés par ses employés, ainsi que ses sous-traitants, ses mandataires, et ses représentants, et leurs employés.
2. Que la réclamation soit fondée contractuellement, sur un délit civil ou un autre motif de poursuite, la responsabilité de l'entrepreneur pour tous les dommages subis par le Canada et causés par l'exécution ou la non-exécution du contrat par l'entrepreneur se limite à **La valeur du contrat**. Cette limite ne s'applique pas au cas suivants :
 - a. toute violation des droits de propriété intellectuelle;
 - b. tout manquement aux obligations de garantie.
3. Chaque partie convient qu'elle est pleinement responsable des dommages qu'elle cause à tout tiers et qui sont reliés au contrat, que la réclamation soit faite envers le Canada ou l'entrepreneur. Si le Canada doit, en raison d'une responsabilité conjointe et individuelle, payer un tiers pour des dommages causés par l'entrepreneur, l'entrepreneur doit rembourser ce montant au Canada.

6.14 Clauses du Guide des CCUA

A9019C (2011-05-16) Élimination de déchets dangereux

L'entrepreneur doit éliminer tous les déchets dangereux enlevés ou découverts sur les lieux durant l'exécution des travaux conformément à toute loi applicable.

6.15 Réunions d'avancement

Les réunions d'avancement, présidées par l'autorité contractante, auront lieu aux installations de l'entrepreneur, au besoin. D'autres réunions pourront également être organisées. L'entrepreneur sera représenté à ces réunions, à tout le moins, par le gestionnaire de contrats (projet), le gestionnaire de la production (superviseur) et le gestionnaire de l'assurance de la qualité. Les réunions d'avancement incorporeront généralement des réunions techniques devant être présidées par le responsable technique.

6.15.1 Des réunions de mise à jour hebdomadaires, présidées par l'autorité contractante, auront lieu par téléconférence, en général une fois par semaine. L'autorité contractante doit fournir les coordonnées d'appel et les calendriers. Les représentants de l'entrepreneur à ces réunions seront, à tout le moins, son gestionnaire du contrat (projet) et son planificateur de projet. Les points suivants seront inscrits à l'ordre du jour aux fins de discussion et de résolution :

- i. Mise à jour du calendrier
- ii. Questions techniques
- iii. Questions contractuelles

6.16 Règlement des différends

Les parties conviennent de suivre les procédures ci-dessous pour régler les différends susceptibles de survenir dans le cadre du contrat, avant de s'adresser aux tribunaux :

- (a) les différends survenant durant le contrat seront tout d'abord examinés par l'autorité contractante et l'administrateur de contrats de l'entrepreneur dans un délai de quinze (15) jours ouvrables ou dans un délai plus long suivant un accord mutuel des deux parties;
- b) à défaut de régler le différend de la manière décrite au point a) ci-dessus, le gestionnaire de la Division de la machinerie et des services marins, Direction des systèmes maritimes, de TPSGC et le superviseur représentant l'entrepreneur tenteront de régler le différend dans un nouveau délai de quinze (15) jours ouvrables;
- (c) à défaut de régler le différend de la manière décrite aux points (a) et (b) ci-dessus, le directeur principal de la Direction des systèmes maritimes de TPSGC et la haute direction de l'entrepreneur tenteront de régler le différend dans un nouveau délai de trente (30) jours ouvrables;
- (d) indépendamment de la procédure qui précède, une partie pourra demander aux tribunaux de trancher à tout moment durant le différend.

6.17 Titre professionnel

L'entrepreneur doit faire appel à des gens de métier qualifiés, certifiés (le cas échéant) et compétents, et les superviser pour garantir un niveau élevé uniforme de qualité d'exécution. Le responsable technique peut demander de consulter et d'inscrire les détails des attestations ou des compétences des gens de métier de l'entrepreneur. Cette demande ne doit pas être exercée indûment, mais viser uniquement à garantir que des gens de métier qualifiés exécutent les travaux nécessaires.

6.18 Équipement/systèmes : Inspection/essais

Les inspections et les essais de l'équipement, des machines et des systèmes doivent être réalisés conformément à la spécification. L'entrepreneur doit effectuer ou faire effectuer toutes les inspections, et tous les essais nécessaires pour confirmer que le matériel ou les services fournis sont conformes aux exigences du contrat.

N° de l'invitation - Solicitation No.
F2599-165154/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
F2599-165154

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
049ml. F2599-165154

Id de l'acheteur - Buyer ID
049ml
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE « A »

ÉNONCÉ DES BESOINS TECHNIQUES

VOIR CI-JOINT

N° de l'invitation - Sollicitation No.
F2599-165154/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
F2599-165154

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
049ml. F2599-165154

Id de l'acheteur - Buyer ID
049ml
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE «B »

BASE DE PAIEMENT

Annexe B formera la base de paiement pour le contrat résultant et ne doit pas être rempli à l'étape de la soumission.

L'entrepreneur sera payé des prix fermes comme suit, pour le travail effectué en conformité avec le Contrat. Les droits de douane sont inclus et les produits et services ou la taxe de vente harmonisée (TPS / TVH) est en sus, le cas échéant.

L'Entrepreneur recevra un prix unitaire ferme comme suit:

B1 Contract Firm Price

Table A - Grue marine HIAB 215-3, no de série 215-755 (NGCC Cove Isle), Parry Sound Ontario

A)	Travaux prévus Pour tout travail tel qu'indiqué à l'Annexe "A" SOW, y compris les suivants, pour un PRIX FIRME de:	Total
1	Désinstallation, remise en état, réinstallation, test, certification et documentation	\$
2	Fournir et d'installer des dispositifs à interrupteur de fin de course	\$
3	Livraison de la grue à destination et en provenance de l'entrepreneur (y compris de chargement et de déchargement des navires et tous les frais de déplacement) : Base de la garde côtière de Parry Sound, 28, rue Waubeek, Parry Sound (Ontario) P2A 1B9	\$
	Sous-Total	\$
	Taxes applicables	\$
	Prix ferme total incluant les taxes applicables	\$

Table B - Grue marine HIAB 180, no de série, année-modèle 23912 M227 (NGCC Caribou Isle), Amherstburg Ontario

B)	Travaux prévus Pour tout travail tel qu'indiqué à l'Annexe "A" SOW, y compris les suivants, pour un PRIX FIRME de:	Total
1	Désinstallation, remise en état, réinstallation, test, certification et documentation	\$
2	Fournir et d'installer des dispositifs à interrupteur de fin de course	\$
3	Livraison de la grue à destination et en provenance de l'entrepreneur (y compris de chargement et de déchargement des navires et tous les frais de déplacement) : Base de la garde côtière de Amherstburg, 370, rue Dalhousie, Amherstburg, (Ontario) N9V 1X3	\$
	Sous-Total	\$

N° de l'invitation - Solicitation No.
F2599-165154/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
F2599-165154

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
049ml. F2599-165154

Id de l'acheteur - Buyer ID
049ml
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

	Taxes applicables	\$
	Prix ferme total incluant les taxes applicables	\$

Table C - Grue marine HIAB 110, no de série, année-modèle 03808-238 (NGCC Limnos), Burlington Ontario

C)	Travaux prévus Pour tout travail tel qu'indiqué à l'Annexe "A" SOW, y compris les suivants, pour un PRIX FIRME de:	Total
1	Désinstallation, remise en état, réinstallation, test, certification et documentation	\$
2	Livraison de la grue à destination et en provenance de l'entrepreneur (y compris de chargement et de déchargement des navires et tous les frais de déplacement) : Centre canadien des eaux intérieures (CCEI) 867, chemin Lakeshore, Burlington (Ontario) L7S 1A1	\$
	Sous-Total	\$
	Taxes applicables	\$
	Prix ferme total incluant les taxes applicables	\$

Prix ferme total – Prix ferme du contrat (Sous-Total Table A + B + C)	\$
Total des impôts	\$
Prix ferme total incluant les taxes applicables	\$

Tous les prix sont en dollars canadiens (CAD) et comprennent tous les droits de douane et les taxes applicables.

B2 Travaux non prévus

L'entrepreneur sera payé pour les travaux imprévus, comme l'autorise le Canada. Les travaux imprévus autorisés seront calculés comme suit :

« Nombre d'heures (à négocier) x _____\$, montant correspondant au tarif d'imputation horaire ferme de l'entrepreneur pour la main-d'œuvre, y compris les coûts indirects, les biens non durables et les bénéfices, plus le prix de revient réel des matériaux, auquel sera ajoutée une majoration de 10 %, ainsi que les taxes applicables, du coût total du matériel et de la main-d'œuvre. Le tarif d'imputation horaire ferme et la majoration pour les matériaux demeureront fermes pour la durée du contrat et toutes autres modifications s'y rattachant. »

B2.1 : Nonobstant les définitions ou les termes utilisés ailleurs dans le présent document ou dans le système de gestion des coûts de l'entrepreneur, lors de la négociation des heures de travail pour les travaux imprévus, SPAC tiendra uniquement compte des heures de travail directement liées aux travaux pertinents.

Les éléments des frais de main-d'œuvre connexes indiqués au point B2.2 ci-dessous de la présente section ne seront pas négociés, mais seront pris en compte en conformité avec B2.2.

B2.2 : Une indemnité pour les frais de main-d'œuvre connexes comme la gestion, la supervision, les achats et

la manutention des matériaux, l'assurance de la qualité et les rapports, les premiers soins, les inspections de dégazage et les rapports, et la préparation des soumissions pour les travaux non prévus, sera incluse comme frais généraux pour établir le tarif d'imputation pour la main-d'œuvre inscrit à la ligne B2 ci-dessus.

B2.3 : Le taux de majoration de 10 % pour les matériaux s'appliquera également aux coûts des contrats de sous-traitance. Le taux de majoration comprend toutes les indemnités pour la gestion des matériaux et des contrats de sous-traitance qui ne sont pas compris dans le tarif de services externes de la main-d'œuvre. L'entrepreneur n'aura droit à aucune indemnité distincte pour la main-d'œuvre en ce qui concerne l'achat et la manutention des matériaux ou pour l'administration des contrats de sous-traitance.

Prix des travaux imprévus calculés au prorata

Les heures et les prix correspondant aux travaux imprévus seront basés sur des renseignements historiques comparables, applicables à des travaux similaires effectués dans les mêmes installations, ou seront déterminés en calculant au prorata les coûts des travaux indiqués dans le contrat, lorsqu'ils seront exécutés dans des secteurs semblables du navire.

B3 Heures supplémentaires

L'entrepreneur ne doit effectuer aucune heure supplémentaire dans le cadre du contrat, à moins d'avoir obtenu une autorisation écrite préalable de l'autorité contractante. Les heures supplémentaires effectuées dans le cadre des travaux prévus ne seront pas rémunérées. Toute demande de paiement doit être accompagnée d'une copie de l'autorisation des heures supplémentaires et d'un rapport précisant les heures supplémentaires effectuées conformément à cette autorisation. Le paiement pour les heures supplémentaires autorisées sera calculé comme suit :

Pour les travaux imprévus, l'entrepreneur sera payé pour les heures supplémentaires autorisées au tarif d'imputation pour la main-d'œuvre suivant :

a. Prime pour taux et demi** : ____ \$ l'heure; ou

b. Taux double*** : _____ \$ l'heure

Il s'agira d'un taux moyen englobant toutes les catégories de main-d'œuvre, d'ingénierie et de contremaître, ainsi que tous les frais généraux, la supervision et les bénéfices.

Ces tarifs resteront fermes pendant toute la durée du contrat, y compris toutes ses modifications, et sont sujets à une vérification si le Canada le juge nécessaire.

* Heures normales : jour de travail de 8 heures

** Taux majoré de moitié : temps au-delà des heures normales*.

*** Taux double : dimanche et jours fériés.

ANNEXE « C »

PROCÉDURE DE TRAITEMENT DES TRAVAUX SUPPLÉMENTAIRES OU IMPRÉVUS

1 Objet

La procédure de traitement des travaux imprévus a été établie pour les raisons suivantes :

- (a) établir une méthode uniforme pour le traitement des demandes concernant les travaux imprévus;
- (b) obtenir l'approbation nécessaire du responsable technique et l'autorisation de l'autorité contractante avant que les travaux soient entrepris;
- (c) offrir le moyen de tenir un registre des besoins en travaux supplémentaires, y compris les numéros de série, les dates et le coût cumulatif. L'entrepreneur doit disposer d'un système de comptabilité des coûts permettant d'attribuer des numéros à tous les besoins en travaux imprévus pour que chaque besoin puisse être vérifié individuellement.

2 Définitions

- (a) Par procédure de traitement des travaux imprévus, on entend une procédure contractuelle au moyen de laquelle des modifications à la portée des travaux prévus au contrat peuvent être définies et évaluées, pour ensuite faire l'objet d'une entente entre les parties. De telles modifications peuvent découler :
 - (i) de travaux imprévus découverts lors du démontage de la machinerie ou à la suite de l'inspection de l'équipement et du matériel;ou
 - (ii) de nouveaux travaux non précisés à l'origine, mais jugés nécessaires à bord du navire.
- (b) La procédure ne permet pas de corriger les lacunes de la proposition de l'entrepreneur.
- (c) Aucun travail imprévu ne peut être exécuté par l'entrepreneur sans l'autorisation écrite de l'autorité contractante, sauf dans les circonstances urgentes décrites à l'alinéa 3b), Travaux imprévus.
- (d) Les travaux entrepris sans l'autorisation écrite de l'autorité contractante seront pris en charge par l'entrepreneur et exécutés à ses frais.
- (e) Le formulaire approprié de TPSGC constitue le résumé final de la définition du besoin en travaux imprévus, ainsi que des coûts négociés et acceptés.

3 Procédure

- (a) La procédure fait appel au formulaire électronique PWGSC-TPSGC 1379 pour les travaux de radoub et de réparation; ce formulaire sera le seul utilisé pour autoriser tous les travaux imprévus.
- (b) Il incombe à l'entrepreneur de prendre les mesures d'urgence jugées nécessaires pour éviter toute perte ou tout dommage concernant le navire par suite de l'application de la présente procédure. La responsabilité du coût de telles mesures sera déterminée conformément aux conditions du contrat.
- (c) Le responsable technique créera une demande d'estimation des travaux en définissant la nature des travaux imprévus à exécuter. Il joindra à la demande les plans, les esquisses, les devis techniques supplémentaires et tout autre détail approprié, puis attribuera un numéro de série à la demande.
- (d) Indépendamment de ce qui précède, l'entrepreneur pourra indiquer au responsable technique, soit par lettre, soit par tout autre avis de défectuosité (soit le formulaire de l'entrepreneur), qu'il y aurait lieu d'exécuter certains travaux imprévus.
- (e) Qu'il accepte ou qu'il rejette une telle proposition, le responsable technique en informera l'entrepreneur ainsi que l'autorité contractante. L'acceptation de la proposition ne doit pas être perçue comme étant l'autorisation d'entamer les travaux. S'il y a lieu, le responsable technique définira le besoin en travaux imprévus conformément à l'alinéa 3c).
- (f) L'entrepreneur soumettra par voie électronique sa proposition à l'autorité contractante avec l'information demandée sur la justification des prix, les qualifications, les remarques ou autres.

La justification des prix doit expliquer la relation entre la portée des travaux, les coûts estimés de l'entrepreneur et le prix de vente. Il s'agit d'une ventilation des tarifs unitaires de l'entrepreneur, des estimations des heures-personnes par métier, de l'estimation des coûts du matériel par article pour l'entrepreneur et tous ses sous-traitants, des estimations de toute répercussion connexe sur le calendrier, ainsi que de l'évaluation du temps nécessaire à l'entrepreneur pour réaliser les travaux imprévus.

- (g) L'entrepreneur devra fournir des exemplaires des bons de commande et des factures payées pour les contrats de sous-traitance et les matériaux, y compris des articles en inventaire. Il devra produire au moins deux estimations pour les contrats de sous-traitance et les matériaux. Si, pour des considérations de qualité ou de livraison, l'estimation recommandée n'est pas la plus basse ni celle d'un fournisseur unique, il faudra le noter. À la suite d'une demande adressée à l'entrepreneur en ce sens, l'autorité contractante pourra être autorisée à rencontrer tout sous-traitant ou fournisseur de matériel afin de discuter du prix en compagnie du représentant de l'entrepreneur.
- (h) À la suite de discussions entre l'autorité contractante et l'entrepreneur, et si aucune négociation n'est nécessaire, l'autorité contractante obtiendra le feu vert du responsable technique en signant le formulaire. Si elle y est favorable, l'autorité contractante signera à son tour le formulaire et autorisera ainsi l'exécution des travaux imprévus.
- (i) Si, en revanche, le responsable technique n'est pas favorable à l'exécution des travaux imprévus proposés, il les annulera par écrit par l'intermédiaire de l'autorité contractante.
- (j) S'il advient que la négociation comprenne l'attribution d'un crédit, on remplira le formulaire de TPSGC approprié en y inscrivant la mention « crédit ».

- (k) Si le responsable technique demande des travaux imprévus urgents ou les négociations sont dans une impasse, le début des travaux imprévus ne devraient pas être retardé indûment, et les travaux devraient être traités selon la procédure qui suit. L'entrepreneur remplira le formulaire PWGSC-TPSGC 1379 en y indiquant le coût proposé, puis transmettra le formulaire à l'autorité contractante. Si le responsable technique est favorable à l'exécution des travaux, l'autorité contractante et le responsable technique signeront le formulaire de TPSGC approprié sur lequel sera apposée la mention « PRIX PLAFOND POUVANT FAIRE L'OBJET D'UNE RÉVISION À LA BAISSE », puis ils attribueront au formulaire un numéro de série se terminant par la lettre « A ». Les travaux pourront alors débiter avec l'entente qu'à la suite d'une vérification des coûts réels de l'entrepreneur relativement à l'exécution des travaux décrits, le coût sera fixé au prix plafond, ou plus bas si la vérification le justifie. Un nouveau formulaire TPSGC sur lequel figureront les coûts définitifs sera alors rempli, signé et émis. Le formulaire portera le même numéro de série, sans la lettre « A », mais avec la mention que ce formulaire annule et remplace le formulaire émis précédemment sous le même numéro suivi de la lettre « A ».

REMARQUE : Les formulaires de TPSGC portant un numéro de série se terminant par la lettre A ne doivent pas être inclus dans des modifications au contrat et, par conséquent, aucun paiement ne sera fait avant l'atteinte d'une résolution finale concernant le prix et l'ajout d'une modification au contrat.

4 Modification au contrat ou à l'accord officiel

Le contrat sera modifié à l'occasion conformément aux modalités du contrat, afin d'y inclure les coûts autorisés sur les formulaires de TPSGC appropriés.

ANNEXE « D »

PROCÉDURE DE RÉCLAMTION AU TITRE DE LA GARANTIE

1. Portée

Voici la procédure qui s'applique aux exigences particulières de garantie, une fois les travaux acceptés.

2. Signalement des défauts aux fins de la garantie

- a) Le signalement d'un défaut vise d'abord et avant tout à faciliter la décision de savoir s'il faut, oui ou non, y faire intervenir la notion de garantie et faire le nécessaire pour effectuer les réparations. Par conséquent, outre l'indication du défaut et de l'emplacement, entre autres, le signalement doit comprendre des précisions sur le défaut. Les décisions touchant la garantie, en règle générale, doivent être prises à l'échelle locale, et le processus administratif doit être conforme à la procédure établie.
- b) Cette procédure est nécessaire, car le fait d'invoquer une garantie ne signifie pas nécessairement que le garant effectuera automatiquement les réparations à ses propres frais. L'examen du défaut pourrait entraîner une renonciation de responsabilité. Il est donc essentiel que, lors de cet examen, le ministère soit directement représenté par un responsable technique compétent en mesure d'accepter ou de refuser les assertions du garant. Le responsable technique assumera ce rôle conjointement avec le responsable de l'inspection.

3. Procédure

- a) Dès que le personnel du navire ou le représentant sur place se rend compte qu'un équipement ou un système ne respecte pas les normes établies ou est devenu défectueux, il faut suivre la procédure suivante aux fins d'enquête et de signalement :
 - I. Les responsables du navire doivent aviser le responsable technique lorsqu'un défaut, considéré comme étant directement lié aux travaux, est observé.
 - II. Dès qu'il reçoit l'avis, le responsable technique doit examiner le devis et le document d'acceptation et consulter le responsable de l'inspection et l'autorité contractante, au besoin, afin de confirmer si le défaut signalé est couvert par la garantie ou non. Suivant la vérification de la validité de la réclamation au titre de la garantie, le responsable technique, en collaboration avec le personnel du navire ou le représentant sur place, doit consigner les renseignements de base et remplir la section 1 du formulaire de réclamation au titre de la garantie (radoub), à l'appendice 1 de l'annexe E. Si la réclamation n'est pas admissible, le responsable technique doit remplir la partie appropriée de la section 5 de la demande de réclamation, retourner celle-ci au représentant sur place et en faire parvenir une copie à l'autorité contractante. Si la demande de réclamation est jugée admissible, le responsable technique doit faire parvenir l'original à l'entrepreneur, aux fins d'examen et d'enquête. ainsi qu'une copie à l'autorité contractante.

Les réclamations au titre de la garantie peuvent être communiquées par courrier, par télécopieur ou par courriel, selon la méthode la plus appropriée.

- b) À la réception de la demande de réclamation au titre de la garantie, l'entrepreneur doit l'examiner, faire une enquête et prendre une décision :
- I. si l'entrepreneur accepte l'entière responsabilité de la réparation, il doit remplir la partie appropriée de la section 2 en fournissant des détails sur les mesures à prendre et en précisant la date et le lieu, puis la retourner au responsable technique et en faire parvenir une copie à l'autorité contractante;
 - II. si l'entrepreneur conteste la demande de réclamation et rejette la responsabilité ou accepte de la partager, il doit remplir la partie appropriée de la section 2, en justifiant sa position, retourner la demande de réclamation à l'autorité contractante et en faire parvenir une copie au responsable technique.
- c) Lorsqu'une demande de réclamation de défaut au titre de la garantie est contestée par l'entrepreneur, l'autorité contractante doit recueillir tous les renseignements disponibles, consulter le responsable technique et le responsable de l'inspection, au besoin, s'entretenir avec l'entrepreneur et prendre une décision concernant la manière de traiter la réclamation. L'autorité contractante doit ensuite remplir la section 3 de la demande de réclamation en y donnant les raisons justifiant sa décision. Si l'entrepreneur conteste toujours la décision de l'autorité contractante, alors la clause 17 (Règlement des différends) du contrat doit être suivie.
- Selon la gravité de la réclamation, l'autorité contractante peut recommander que le responsable technique corrige le défaut en faisant appel à des ressources internes ou à un sous-traitant. Dans les deux cas, tous les coûts associés aux réparations doivent être comptabilisés pour que TPSGC puisse les porter éventuellement au crédit du contrat. Les coûts des matériaux et les heures consacrées à la correction du défaut doivent être consignés et inscrits à la section 4 du formulaire de réclamation au titre de la garantie. À l'issue des travaux de réparation, le responsable technique doit faire parvenir le formulaire de réclamation au titre de la garantie à l'autorité contractante. Pendant tout ce processus, le responsable technique doit veiller à ce que les pièces défectueuses soient conservées jusqu'au règlement de la réclamation.
- d) L'équipement défectueux visé par une réclamation possible de garantie ne devrait pas normalement être démonté avant que le représentant de l'entrepreneur ait eu l'occasion d'observer le défaut.
- e) Une fois que la réclamation au titre de la garantie est acceptée et que les mesures correctives en découlant sont approuvées par l'entrepreneur, le Canada ou les deux, le responsable technique doit veiller à ce que les travaux soient acceptés et à ce que la demande de réclamation soit close. En agissant ainsi, le responsable technique doit veiller à ce que la partie appropriée de la section 5 du formulaire de réclamation au titre de la garantie soit remplie et signée par les responsables et les représentants concernés et la transmettre au responsable de l'inspection, à l'autorité contractante et à l'entrepreneur.

4. Responsabilité


- a) L'entente entre l'autorité contractante, le responsable de l'inspection, le responsable technique et l'entrepreneur entraînera l'un des résultats suivants :
- I. l'entrepreneur accepte l'entière responsabilité des frais de réparation en vertu des dispositions de garantie du contrat;

-
- II. le responsable technique accepte l'entière responsabilité des réparations de l'élément visé;
- III. ou bien, l'entrepreneur et le responsable technique acceptent de partager la responsabilité des coûts de réparation de l'élément inutilisable, auquel cas l'autorité contractante de TPSGC négocie la meilleure entente possible de partage des coûts.
- b) Dans l'éventualité d'un désaccord, comme le stipule le paragraphe 3 iii, l'autorité contractante doit prendre les mesures nécessaires à l'égard de l'entrepreneur, alors que le responsable technique doit informer ses cadres supérieurs et veiller à ce que tous les coûts associés à la réparation et toutes les données pertinentes soient consignés.
- c) Le coût total du traitement des réclamations au titre de garantie doit inclure les frais de déplacement et d'hébergement des employés de l'entrepreneur et tenir compte des contraintes opérationnelles et du temps d'arrêt de l'équipement et des systèmes. Par conséquent, l'autorité contractante, le responsable de l'inspection et le responsable technique discuteront du coût de la main-d'œuvre et du matériel requis pour corriger le défaut, en vue de déterminer la meilleure solution.

N° de l'invitation - Solicitation No.
F2599-165154/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
F2599-165154

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
049ml. F2599-165154

Id de l'acheteur - Buyer ID
049ml
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

	Travaux publics et Services gouvernementaux Canada	Public Works and Government Services Canada			
			APPENDIX 1 TO ANNEXE D		
WARRANTY CLAIM FORM (Refit) FORMULAIRE DE RÉCLAMATION DE GARANTIE (Radoub)					
Vessel Name - Nom du navire		File No. - No. du dossier		Contract No. - No. du contrat	
Customer Department - Ministère client				Warranty Claim Serial No. No. de série de réclamation de garantie	
Defect's Impact on Vessel's Operations Conséquence du défaut sur les opérations du navire			The Defect Must Be Corrected; Le défaut doit être corrigé;		
Vessel out of service Navire hors d'usage	Vessel Limited Operation Opération réduite du navire	No immediate consequence Sans conséquence immédiate	Immediately Immédiatement	When directed by Canada Tel qu'avisé par le Canada	To be agreed between Canada and Contractor À être entendue entre le Canada et l'entrepreneur
1. Description of the Defect - Description du défaut					
Note: This section must be filled by Technical Authority (TA) in consort with the Ship's Staff (on site responsible) . On a determination of a valid claim, the TA will forward the claim to the Contractor and CC the Contracting Authority (CA). - Cette section doit être complétée par l'Autorité Technique conjointement avec l'équipage (responsable sur place). Si la réclamation est jugée valable l'AT transmettra la réclamation à l'entrepreneur avec copie à l'Autorité Contractante (AC).					
Reference to Contract Article and/or Specification No. Référence à l'article du contrat et/ou devis no.					
Description					
Prepared by the on site responsible Préparé par le responsable sur place			Approved by Technical Authority Approuvé par l'Autorité Technique		
Date			Date		

N° de l'invitation - Solicitation No.
F2599-165154/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
F2599-165154

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
049ml. F2599-165154

Id de l'acheteur - Buyer ID
049ml
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

2. Contractor's Investigation and Position - Examen et position de l'entrepreneur					
Note: The Contractor must investigate the claim, determine its position, complete this section 2 and return the claim to the TA and cc the CA. - L'entrepreneur doit faire l'examen de la réclamation, déterminer sa position, compléter la présente section 2 et retourner la réclamation l'AT avec copie à l'AC.					
Contractor recognizes its total responsibility and will proceed with corrective action(s) L'entrepreneur reconnaît son entière responsabilité et corrigera le défaut					
Provide details on action(s) to take place with date and location. Fournir les détails de(s) action(s) qui seront prise ainsi que la date et le lieu.					
Contractor recognizes a partial responsibility. L'entrepreneur reconnaît une responsabilité partielle.					
Provide details supporting the above position with proposed sharing. Fournir les détails justifiant la position ci-dessus ainsi que le partage proposé.					
Contractor disclaims any responsibility. L'entrepreneur refuse toute responsabilité.					
Provide details supporting the above position. Fournir les détails justifiant la position ci-dessus					
Contractor's representative Représentant de l'entrepreneur					Date

Id de l'acheteur - Buyer ID
049ml
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

N° de l'invitation - Solicitation No.
F2599-165154/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
F2599-165154

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
049ml. F2599-165154

Id de l'acheteur - Buyer ID
049ml
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

5. Work Acceptance and Warranty Claim Closing - Acceptation des travaux et fermeture de la réclamation de garantie					
Valid claim corrected by the Contractor and work accepted by Canada - Réclamation valable corrigée par l'entrepreneur et travaux acceptés par le Canada					
Remarks Remarques					
Contractor's representative - Représentant de l'entrepreneur			Inspection Authority - Autorité d'inspection		
Date			Date		
Valid claim corrected by the Contractor and Canada and work accepted by Canada - Réclamation valable corrigée par l'entrepreneur et le Canada et travaux acceptés par le Canada					
Remarks Remarques					
Contractor's representative - Représentant de l'entrepreneur			Inspection Authority - Autorité d'inspection		
Date			Date		
Technical Authority- Autorité technique			Contracting Authority - Autorité contractante		
Date			Date		
Valid claim corrected by Canada and work accepted by Canada - Réclamation valable corrigée par le Canada et travaux acceptés par le Canada					
Remarks Remarques					
Inspection Authority - Autorité d'inspection			Technical Authority- Autorité technique		
Date			Date		
Contracting Authority - Autorité contractante					
Date					
Invalid claim - Réclamation non fondée					
Remarks Remarques					
Technical Authority- Autorité technique			Contracting Authority - Autorité contractante		
Date			Date		

N° de l'invitation - Solicitation No.
F2599-165154/A
N° de réf. du client - Client Ref. No.
F2599-165154

N° de la modif - Amd. No.
File No. - N° du dossier
049ml. F2599-165154

Id de l'acheteur - Buyer ID
049ml
N° CCC / CCC No./ N° VME - FMS

ANNEXE « E »

LIVRABLES OBLIGATOIRES

Article #	Livrables	Conforme		Référence à la page et au paragraph de la proposition applicable
		Oui	Non	
1	Plan et calendrier préliminaire du projet. Conformément à l'article 6.6, le soumissionnaire doit fournir à sa proposition un calendrier et une confirmation qu'il est en mesure de remplir toutes les exigences de l'annexe A au plus tard le 31 mars 2017.			
2	Expérience antérieure du soumissionnaire. Le soumissionnaire doit fournir à sa proposition une preuve objective qu'elle a terminé avec succès des travaux de taille et d'étendue similaires au cours des cinq (5) dernières années. Le contractant doit faire preuve d'expertise dans les domaines suivants: <ul style="list-style-type: none">• Réparation et réparation de la grue hydraulique• Soudage par fusion pour structures en acier			
3	Preuve du certificat de soudage			

ANNEXE « F »

PROPOSITION FINANCIERE

Le soumissionnaire doit remplir ce barème de prix et de l'inclure dans son offre financière une fois terminé.

F1 Price for Evaluation:

A)	Travaux prévus Pour tout travail tel qu'indiqué à l'Annexe "A" SOW, y compris les suivants, pour un PRIX FIRME de:	
1	Désinstallation, remise en état, réinstallation, test, certification et documentation	\$
2	Fournir et d'installer des dispositifs à interrupteur de fin de course	\$
3	Livraison de la grue à destination et en provenance de l'entrepreneur (y compris de chargement et de déchargement des navires et tous les frais de déplacement) : Base de la garde côtière de Parry Sound, 28, rue Waubeek, Parry Sound (Ontario) P2A 1B9	\$
B)	Travaux prévus Pour tout travail tel qu'indiqué à l'Annexe "A" SOW, y compris les suivants, pour un PRIX FIRME de:	
1	Désinstallation, remise en état, réinstallation, test, certification et documentation	\$
2	Fournir et d'installer des dispositifs à interrupteur de fin de course	\$
3	Livraison de la grue à destination et en provenance de l'entrepreneur (y compris de chargement et de déchargement des navires et tous les frais de déplacement) : Base de la garde côtière de Amherstburg, 370, rue Dalhousie, Amherstburg, (Ontario) N9V 1X3	\$
C)	Travaux prévus Pour tout travail tel qu'indiqué à l'Annexe "A" SOW, y compris les suivants, pour un PRIX FIRME de:	
1	Désinstallation, remise en état, réinstallation, test, certification et documentation	\$
2	Livraison de la grue à destination et en provenance de l'entrepreneur (y compris de chargement et de déchargement des navires et tous les frais de déplacement) : Centre canadien des eaux intérieures (CCEI) 867, chemin Lakeshore, Burlington (Ontario) L7S 1A1	\$

D)	Travaux imprévus – Coût de la main-d'œuvre de l'entrepreneur Nombre estimatif d'heures-personnes à un tarif d'imputation ferme, y compris les coûts indirects et les profits, aux fins d'évaluation seulement : 150 heures-personnes × _____ \$ l'heure pour un PRIX de : voir l'annexe F, articles F2.1 et F2.2, ci-dessous. Majoration pour travail supplémentaire au taux et demi – Estimation du nombre d'heures aux fins d'évaluation seulement : 50 heures-personnes × _____ \$ l'heure pour un PRIX de : voir l'annexe F, article F3, ci-dessous. Majoration pour travail supplémentaire au taux double – Estimation du nombre d'heures aux fins d'évaluation seulement : 50 heures-personnes × _____ \$ l'heure pour un PRIX de : voir l'annexe F, article F3, ci-dessous.	 \$ _____ \$ _____ \$ _____
E)	Evaluation Price [A + B + C + D] pour un PRIX ÉVALUÉ (taxes applicables non comprises) à :	 \$ _____

F2 Travaux non prévus

L'entrepreneur sera payé pour les travaux imprévus, comme l'autorise le Canada. Les travaux imprévus autorisés seront calculés comme suit :

« Nombre d'heures (à négocier) x _____ \$, montant correspondant au tarif d'imputation horaire ferme de l'entrepreneur pour la main-d'œuvre, y compris les coûts indirects, les biens non durables et les bénéfices, plus le prix de revient réel des matériaux, auquel sera ajoutée une majoration de 10 %, ainsi que les taxes applicables, du coût total du matériel et de la main-d'œuvre. Le tarif d'imputation horaire ferme et la majoration pour les matériaux demeureront fermes pour la durée du contrat et toutes autres modifications s'y rattachant. »

B2.1 : Nonobstant les définitions ou les termes utilisés ailleurs dans le présent document ou dans le système de gestion des coûts de l'entrepreneur, lors de la négociation des heures de travail pour les travaux imprévus, SPAC tiendra uniquement compte des heures de travail directement liées aux travaux pertinents.

Les éléments des frais de main-d'œuvre connexes indiqués au point B2.2 ci-dessous de la présente section ne seront pas négociés, mais seront pris en compte en conformité avec B2.2.

B2.2 : Une indemnité pour les frais de main-d'œuvre connexes comme la gestion, la supervision, les achats et

la manutention des matériaux, l'assurance de la qualité et les rapports, les premiers soins, les inspections de dégazage et les rapports, et la préparation des soumissions pour les travaux non prévus, sera incluse comme frais généraux pour établir le tarif d'imputation pour la main-d'œuvre inscrit à la ligne B2 ci-dessus.

B2.3 : Le taux de majoration de 10 % pour les matériaux s'appliquera également aux coûts des contrats de sous-traitance. Le taux de majoration comprend toutes les indemnités pour la gestion des matériaux et des contrats de sous-traitance qui ne sont pas compris dans le tarif de services externes de la main-d'œuvre. L'entrepreneur n'aura droit à aucune indemnité distincte

pour la main-d'œuvre en ce qui concerne l'achat et la manutention des matériaux ou pour l'administration des contrats de sous-traitance.

Prix des travaux imprévus calculés au prorata

Les heures et les prix correspondant aux travaux imprévus seront basés sur des renseignements historiques comparables, applicables à des travaux similaires effectués dans les mêmes installations, ou seront déterminés en calculant au prorata les coûts des travaux indiqués dans le contrat, lorsqu'ils seront exécutés dans des secteurs semblables du navire.

F3 Heures supplémentaires

L'entrepreneur ne doit effectuer aucune heure supplémentaire dans le cadre du contrat, à moins d'avoir obtenu une autorisation écrite préalable de l'autorité contractante. Les heures supplémentaires effectuées dans le cadre des travaux prévus ne seront pas rémunérées. Toute demande de paiement doit être accompagnée d'une copie de l'autorisation des heures supplémentaires et d'un rapport précisant les heures supplémentaires effectuées conformément à cette autorisation. Le paiement pour les heures supplémentaires autorisées sera calculé comme suit :

Pour les travaux imprévus, l'entrepreneur sera payé pour les heures supplémentaires autorisées au tarif d'imputation pour la main-d'œuvre suivant :

a. Prime pour taux et demi** : ____ \$ l'heure; ou

b. Taux double*** : ____ \$ l'heure

Il s'agira d'un taux moyen englobant toutes les catégories de main-d'œuvre, d'ingénierie et de contremaître, ainsi que tous les frais généraux, la supervision et les bénéfices.

Ces tarifs resteront fermes pendant toute la durée du contrat, y compris toutes ses modifications, et sont sujets à une vérification si le Canada le juge nécessaire.

* Heures normales : jour de travail de 8 heures

** Taux majoré de moitié : temps au-delà des heures normales*.

*** Taux double : dimanche et jours fériés.

Signed: _____ Date: _____

Remise en état de la grue HIAB sur le NGCC *Cove Isle*, le NGCC *Caribou Isle* et le NGCC *Limnos*

Numéro de devis : n° 829.16

Date : Décembre 2016

N° de révision : v2

Préparé par l'ingénierie navale
520, rue Exmouth
Sarnia (Ontario)
N7T 8B1

Spec Item:	Specification	TCMS Field #:
1		
Table des matières		

1.0 TABLE DES MATIÈRES

1.0	TABLE DES MATIÈRES	2
2.0	NOTES GÉNÉRALES	3
3.0	LISTE DES ACRONYMES	13
4.0	RENSEIGNEMENTS SUR LE NAVIRE	14
5.0	DISPONIBILITÉ DU NAVIRE.....	16
6.0	REMISE EN ÉTAT DE LA GRUE HIAB – TROIS (3) NAVIRES.....	17
7.0	INSTALLATION DU DISPOSITIF À INTERRUPTEUR DE FIN DE COURSE	25

Spec Item:	Specification	TCMS Field #:
2		
NOTES GÉNÉRALES		

2.0 NOTES GÉNÉRALES

2.1 Identification

2.1.1 Ces notes générales précisent les exigences de la GCC qui s'appliquent à toutes les spécifications techniques qui suivent.

2.1.2 Période des travaux

Le travail associé à ce devis doit être réalisé conformément au calendrier illustré à 5.2.2. Tous les travaux doivent être terminés d'ici le 31 mars 2017.

2.2 References

2.2.1 Règlementation et documentation qui s'appliquent:

Procédures MSSF	Titre	Ci-inclus Oui/Non
7.B.2	Travail en hauteur et sur les murailles	
7.A.1	Programme de prévention des risques	
7.A.10	Manipulation et matériaux contenant de l'amiante	
7.B.3	Entrée dans des espaces clos	
7.B.4	Travail à chaud	
7.B.5	Lockout et Tagout	
7.B.6	Sécurité électrique - Circuits Animées	
7.E.5	Manutention, entreposage et élimination des matières dangereuses	
8.B.2	Prévention et détection d'incendie	
10.A.6	Peintures et autres revêtements	
10.A.7	Responsabilité des entrepreneurs	
Particulier au navire	Particulier au navire - Plan de gestion de l'amiante	
Publications		
TP3177F	Normes pour la protection contre les dangers que présentent les gaz sur les navires devant être réparés ou modifiés	

Spec Item:	Specification	TCMS Field #:
2		
NOTES GÉNÉRALES		

T127F	Normes d'électricité régissant les navires	
IEEE 45	Pratique recommandée pour les installations électriques à bord des navires	
CSA W47.1	Certification des compagnies de soudage par fusion de l'acier	
CSA W47.2	Certification des compagnies de soudage par fusion de l'aluminium	
CSA W59	Construction soudée en acier (soudage à l'arc)	
CSA W59.2	Construction soudée en aluminium	
CT-043-eq-eg-001-F	Garde côtière canadienne Spécification soudure	Disponible à partir TA
Lois		
LMMC	Loi sur la marine marchande du Canada	
CLC	Code canadien du travail	
Règlements		
SSTN	Règlement sur la sécurité et la santé au travail (navires)	

2.3 Santé et sécurité au travail

- 2.3.1 L'entrepreneur et tous les sous-traitants doivent suivre les procédures de santé et de sécurité au travail (SST) conformément aux règlements de SST fédéraux et provinciaux afin que les activités de l'entrepreneur soient faites d'une manière sécuritaire et qu'elles ne compromettent la sécurité d'aucun membre du personnel.
- 2.3.2 L'entrepreneur et les employés de l'entrepreneur, y compris tous les sous-traitants, doivent assister à une séance d'orientation de sécurité du navire avant le début de tout travail afin de familiariser les employés de l'entrepreneur avec les dangers particuliers au navire et avec ses systèmes de permis pour les protocoles de travail ainsi qu'avec les procédures pour la sécurité, pour la prévention des risques, pour l'intervention en cas de dangers et pour les évaluations de sécurité avant-travail. L'entrepreneur aura accès à une copie non-contrôlée du Manuel de sécurité et de sûreté de la Flotte.

Spec Item:	Specification	TCMS Field #:
2		
NOTES GÉNÉRALES		

2.3.3 L'entrepreneur doit se conformer au Manuel de sécurité et de sureté de la flotte, MPO/5737, ainsi qu'aux Instructions de travail à bord du navire, en plus des prescriptions pertinentes du Code canadien du travail lors de l'exécution des travaux portant sur ce qui suit :

2.3.4 Pour fins de la procédure sur le Verrouillage et identification, l'entrepreneur doit fournir des serrures et des dispositifs de blocage pour les employés de l'entrepreneur en plus de ceux fournis par le chef mécanicien pour l'équipage du navire.

2.3.5 L'entrepreneur et ses employés n'auront pas accès aux salles de toilettes ou aux salons de l'équipage. L'entrepreneur doit fournir les installations d'usage nécessaires pour ses employés et ses sous-traitants selon le besoin.

2.4 Accès au lieu de travail

2.4.1 L'entrepreneur doit s'assurer que le personnel de l'AT et de la GCC a un accès illimité au lieu de travail en tout temps pendant la durée du contrat.

2.5 Système d'information sur les matières dangereuses au travail (SIMDUT)

2.5.1 L'entrepreneur doit fournir l'AT avec les fiches signalétiques de produit (FS) pour tout produit sujet au contrôle SIMDUT qu'il aura fourni.

2.5.2 L'AT fournira à l'entrepreneur un accès aux fiches signalétiques pour tous les produits contrôlés à bord du navire et qui pourraient servir dans tout item de travail de la spécification.

2.6 L'usage du tabac en milieu de travail

2.6.1 L'entrepreneur doit assurer la conformité avec la Loi sur la santé des non-fumeurs. L'entrepreneur s'assurera que tout employeur ou toute personne agissant pour le compte d'un tel employeur, veille à ce que tous s'abstiennent de fumer dans n'importe quel espace de travail sous le contrôle de l'employeur. L'entrepreneur doit s'assurer qu'il n'y a absolument aucun usage du tabac à bord du navire.

2.7 Lieu de travail propre et sans danger

2.7.1 Avant que l'entrepreneur commence tout travail à bord du navire, son représentant en matière de garantie de la qualité (GQ), l'autorité technique de la GCC (AT) et l'autorité de l'inspection (AI) de TPSGC feront ensemble une visite de tous les endroits et espaces où un travail est indiqué par cette spécification ou par les besoins contractuels, y compris les voies d'accès/de sortie et les zones adjacentes à celles où le

Spec Item:	Specification	TCMS Field #:
2		
NOTES GÉNÉRALES		

travail doit être fait. Le représentant de l'entrepreneur doit capter des images numériques de chacun de ces endroits, montrant les équipements qui s'y trouvent et les sauvegarder en format JPG sur un disque CD ou un disque DVD. Chaque image doit être datée et étiquetée quant à son emplacement à bord du navire. L'entrepreneur doit fournir une copie de ce CD ou DVD à l'AT et l'AI pour fins de référence dans les 48 heures après le début du contrat.

- 2.7.2 Au cours de la période de travail, l'entrepreneur doit maintenir dans un état propre et sans débris, ces parties du navire utilisées par son personnel pour accéder aux endroits où ils doivent effectuer un travail et supprimer les déchets quotidiennement.
- 2.7.3 Les zones qui présentent un danger en raison du travail effectué d'après la spécification doivent être sécurisées et clairement identifiées par l'entrepreneur, incluant l'affichage servant à avertir et à protéger tout le personnel du danger existant conformément aux exigences pertinentes du Code canadien du travail.
- 2.7.4 À la fin du contrat, l'entrepreneur doit débarrasser le navire de tout déchet créé par l'exécution des travaux et remettre le navire à un état de propreté égal à celui qui existait au début de la période sous contrat.
- 2.7.5 Une fois que tous les travaux prédéterminés sont achevés et qu'un dernier nettoyage a été fait, le représentant de l'entrepreneur en matière de garantie de la qualité (GQ), l'AT et l'AI feront ensemble une tournée d'inspection du navire pour visiter tous les endroits où un travail a été effectué par l'entrepreneur. Toutes lacunes ou tous dommages ainsi notés seront enregistrés et comparés aux images numériques captées auparavant. L'entrepreneur doit corriger entièrement à ses frais tout dommage ou toute lacune qui lui est imputable suite aux travaux contractuels qu'il a entrepris; aucune partie des frais n'ira au compte de la GCC.

2.8 Protection contre l'incendie

- 2.8.1 L'entrepreneur doit s'assurer que l'isolement, l'enlèvement et l'installation des systèmes de détection et d'extinction d'incendie, ou de toute composante de ces systèmes, sont faits par un technicien qualifié. Lorsqu'un système de détection ou d'extinction d'incendie est désactivé par l'entrepreneur pendant le contrat, celui-ci doit ensuite être certifié de nouveau comme étant pleinement fonctionnel par un technicien qualifié. Une copie du certificat original, signée et datée, doit être livrée à l'AT et l'AI avant la fin du contrat.
- 2.8.2 L'entrepreneur doit aviser l'AT et l'AI et obtenir l'approbation écrite de l'AT avant de déranger, d'isoler, de désactiver, d'interrompre ou

Spec Item:	Specification	TCMS Field #:
2		
NOTES GÉNÉRALES		

- d'exclure n'importe quelle partie des systèmes de détection et/ou d'extinction d'incendie, y compris les détecteurs de fumée et de chaleur.
- 2.8.3 L'entrepreneur doit assurer la protection contre l'incendie en tout temps, y compris quand quelqu'un travaille sur les systèmes de détection et/ou d'extinction d'incendie du navire. Cela peut être accompli comme il est suggéré ci-dessous et seulement avec l'autorisation écrite de l'AT :
- par la désactivation d'une seule partie d'un système à la fois;
 - par le maintien du système à l'aide de pièces de rechange pendant que les travaux sont en cours;
 - par d'autres moyens acceptables et approuvés par l'AT.
- 2.8.4 L'entrepreneur doit noter que s'il ne prend pas les précautions nécessaires alors qu'il effectue un travail, soit sur les systèmes d'extinction d'incendie du navire, ou soit près de ceux-ci, il pourrait causer une décharge accidentelle de l'agent extincteur. L'entrepreneur doit, à ses frais, faire remplir et certifier de nouveau les récipients ou les systèmes ainsi vidés lors de ces travaux.
- 2.9 Peinture endommagée et retouches**
- 2.9.1 Sauf indication contraire, l'entrepreneur doit fournir et appliquer deux couches d'apprêt marin compatible avec les systèmes de peinture actuels du navire sur toutes les nouvelles surfaces métalliques et les surfaces qu'il faut retoucher.
- 2.9.2 Avant l'application de la première couche, l'entrepreneur doit préparer tous les ouvrages en acier neufs ou déplacés, en suivant les instructions du fabricant de la peinture.
- 2.10 Employés de la GCC et autres sur le navire**
- 2.10.1 Les employés de la GCC ou du MPO et autres travailleurs tels les agents de fabricants et/ou les experts de SMTC ou des sociétés de classification peuvent exécuter des travaux autres que ceux compris dans ces énoncés de travail à bord du navire durant la durée de ce contrat. L'AT fera tout pour assurer que ces travaux et/ou les inspections/examens qui en découlent ne gênent pas le travail de l'entrepreneur. L'entrepreneur n'est pas responsable d'arranger les inspections connexes ou de défrayer celles-ci, sauf indication au contraire.
- 2.11 Inspections réglementaires et/ou examens de classification**
- 2.11.1 L'entrepreneur doit faire les appels et fixer l'horaire de toute inspection réglementaire et/ou la visite de classification par l'autorité responsable :

Spec Item:	Specification	TCMS Field #:
2		
NOTES GÉNÉRALES		

c'est-à-dire SMTC, SC, Environnement Canada ou autres personnes requises par le cahier des charges.

- 2.11.2 Toute documentation générée par les inspections/visites mentionnées ci-dessus et qui démontre que celles-ci ont bel et bien eu lieu (c.-à-d. originaux des certificats, signés et datés) doit être fournie à l'AT avec des copies à l'AI.
- 2.11.3 L'entrepreneur ne doit pas substituer les inspections réglementaires ou les visites de classification par des inspections faites par l'AT ou l'AI.
- 2.11.4 L'entrepreneur doit fournir en temps opportun un préavis (minimum de 24 heures) des inspections réglementaires/visites de classification à l'AT et à l'AI afin qu'ils puissent assister à l'inspection/visite.

2.12 Résultats des tests et recueil des données

- 2.12.1 L'entrepreneur doit élaborer un plan de tests et d'essais qui doit inclure, au minimum, tous les tests et les essais énoncés dans le cahier des charges. Ce plan doit être offert à l'AT et l'AI pour leur approbation 1 semaine avant le début des tests et des essais prévus à l'origine.
- 2.12.2 Tous les tests, toutes les mesures, tous les étalonnages et toutes les lectures doivent être enregistrés, signés par la personne qui prend les mesures, datés et fournis dans un format rapport – en copie électronique et sur papier – à l'AT, à l'AI et à la SMTC.
- 2.12.3 Les dimensions portées au registre doivent être d'une précision de trois (3) décimales (sauf avis contraire) dans le système de mesure en usage courant à bord du navire.
- 2.12.4 L'entrepreneur doit fournir à l'AT et à l'AI les certificats d'étalonnage récents et en vigueur pour toute l'instrumentation utilisée dans le plan des tests et des essais, démontrant que les instruments de mesure concernés ont été étalonnés conformément aux instructions du fabricant.
- 2.12.5 Si des travaux supplémentaires ou nouveaux sont ajoutés au contrat, le plan d'essai et d'essai doit être mis à jour par l'entrepreneur pour refléter l'inspection, les essais et les essais supplémentaires qui ont eu lieu.
- 2.12.6 Les rapports imprimés seront reliés dans des reliures à trois anneaux standards, dactylographiés sur papier à lettre et indexés selon la numérotation de la spécification. Les copies électroniques seront conservées sous format "Adobe PDF" sans verrouillage et fournies sous forme de USB bâton. L'entrepreneur fournira trois copies sur papier et deux copies électronique de chaque rapport.

Spec Item:	Specification	TCMS Field #:
2		
NOTES GÉNÉRALES		

- 2.12.7 Toute la documentation provenant de la période du contrat doit être incorporée dans un recueil de données qui sera remis à l'AT et à l'AI à la fin de la période du contrat.

2.13 Outils et matériaux fournis par l'entrepreneur

- 2.13.1 L'entrepreneur doit s'assurer que tous les matériaux sont à l'état neuf et n'ont jamais été utilisés.
- 2.13.2 L'entrepreneur doit s'assurer que les matériaux de rechange tels les étoupes, l'emballage, l'isolation, la petite quincaillerie, les huiles, les lubrifiants, les solvants de nettoyage, les agents de conservation, les peintures, les revêtements, etc. sont conformes aux dessins du fabricant de l'équipement, des guides ou des instructions.
- 2.13.3 Là où aucun article particulier n'est spécifié ou, là où une substitution doit être faite, l'AT doit approuver par écrit l'article substitué. L'entrepreneur doit fournir les informations sur les matières utilisées – certificat de classement et de la qualité de divers matériaux – à l'AT avant l'utilisation.
- 2.13.4 L'entrepreneur doit fournir tous les équipements, tous les engins, tout le matériel et tous les outils tels les grues, les échafauds, les plates-formes et les gréements nécessaires pour mener à bien les travaux mentionnés dans cette spécification.
- 2.13.5 L'entrepreneur doit fournir un service d'évacuation des déchets pour toute huile, tout déchet huileux, tout autre matière dangereuse, ou toute ordure sujette à un contrôle qui résulte des travaux prescrits par cette spécification. Il fournira aussi les certificats d'élimination des ordures pour tout déchet mentionné ci-haut et ces certificats devront démontrer que l'élimination a été faite selon les directives fédérales, provinciales et municipales en cours.

2.14 Outils et matériaux fournis par le Gouvernement

- 2.14.1 Tous les outils seront fournis par l'entrepreneur sauf indication contraire dans la spécification technique.
- 2.14.2 Là où les outils sont fournis par l'AT, ils seront retournés par l'entrepreneur dans le même état que lorsqu'ils ont été empruntés. Les outils empruntés doivent être inventoriés et l'entrepreneur doit signer un accusé de réception sur le fait et les retourner à l'AT.
- 2.14.3 Tout matériel fourni par le gouvernement (GSM) doit être reçu par l'entrepreneur et stocké dans un entrepôt ou un magasin sécurisé ayant un environnement contrôlé bien adapté à l'équipement selon les instructions du fabricant.

Spec Item:	Specification	TCMS Field #:
2		
NOTES GÉNÉRALES		

2.15 Zones à accès restreint

- 2.15.1 Autre que pour la sécurité ou pour fins de travaux requis par le cahier des charges, l'entrepreneur n'a pas le droit d'entrer dans les endroits suivants : toutes les cabines, les bureaux, les ateliers, le bureau des mécaniciens, la timonerie, la salle de contrôle, toutes les toilettes, la cuisine, les réfectoires, les salons et tout autre secteur dont l'accès est restreint par signalisation.
- 2.15.2 L'entrepreneur doit donner à l'AT un préavis de 24 heures avant de travailler dans un lieu d'habitation ou dans un bureau. Cela lui permettra de déplacer le personnel et de sécuriser les zones.

2.16 Inspections par l'entrepreneur et protection du lieu de travail et de l'équipement

- 2.16.1 L'entrepreneur doit coordonner une inspection de la condition et de l'emplacement des éléments à enlever avec l'AT et l'AI avant d'effectuer le travail spécifié ou d'accéder à un emplacement pour effectuer ce travail.
- 2.16.2 L'entrepreneur doit réparer, à ses frais, tout dommage qui résulte de ses actions lors de l'exécution de ses travaux et qui peut être imputé à sa performance. Tout matériel utilisé dans un remplacement ou une réparation doit respecter les critères pour le matériel fourni par l'entrepreneur tel qu'indiqué ci-dessus dans la section Outils et matériel fournis par l'entrepreneur.
- 2.16.3 L'entrepreneur doit protéger tous les équipements et toutes les régions avoisinantes contre les dommages. Les aires de travail doivent être protégées contre l'inondation et les fuites d'eau, les débris causés par le sablage, la soudure, etc. Des bâches de protection temporaires doivent être posées au-dessus des aires de travail.

2.17 Enregistrement des travaux en cours

- 2.17.1 L'AT enregistrer les travaux en cours à l'aide de divers moyens y compris, mais non de façon limitative, la photographie et la vidéo, soit numérique ou sur pellicule.

2.18 Liste des espaces clos

- 2.18.1 L'entrepreneur peut demander une liste des espaces clos du navire lors de la rencontre qui précède le radoub.

2.19 Peintures à base de plomb et revêtements de peinture

- 2.19.1 L'entrepreneur n'utilisera pas de peintures à base de plomb.

Spec Item:	Specification	TCMS Field #:
2		
NOTES GÉNÉRALES		

- 2.19.2 Les navires de la GCC ont été recouverts de peinture à base de plomb par le passé et il se peut donc que certains travaux faits par l'entrepreneur tels le meulage, la soudure ou les travaux à chaud puissent extraire le plomb de ces peintures. L'entrepreneur doit s'assurer que les enduits dans les aires de travail affectées soient examinés pour toute teneur en plomb et s'assurer que le travail est effectué conformément aux règlements fédéraux et provinciaux qui s'appliquent.
- 2.19.3 L'entrepreneur doit faire preuve de l'approbation de produit par SC pour les peintures de carènes contrôlées par SC et l'Agence de réglementation de la lutte antiparasitaire.
- 2.19.4 Toute dépense due à l'assainissement du plomb (confinement, élimination, etc.) sera négociée en utilisant le formulaire TPSGC 1379, selon le cas.

2.20 Matières contenant de l'amiante

- 2.20.1 L'entrepreneur n'utilisera aucune matière qui contient de l'amiante.
- 2.20.2 La manutention de toute matière contenant de l'amiante sera faite par des personnes formées et qualifiées en l'élimination de l'amiante conformément aux règlements des gouvernements fédéral, provincial et municipal en cours ainsi que conformément au MSSF. L'entrepreneur doit fournir à l'AT et à l'AI les certificats montrant que l'enlèvement du navire de tout matériel contenant de l'amiante a été fait conformément aux règlements en cours des gouvernements fédéral, provincial ou municipal.

2.21 Matériel et équipement retirés

- 2.21.1 Tout le matériel retiré à la suite de cette spécification demeure la propriété de la GCC, à moins d'instruction contraire dans la section des spécifications.

2.22 Certification de la soudure

- 2.22.1 Pour tout article exigeant l'application de soudage par fusion pour des structures en acier, l'entrepreneur ou ses sous-traitants doivent être certifiés conformément au Bureau canadien de soudage, CSA \ ACNOR W47.1; Division 1 ou 2 certification - dernière révision.
- 2.22.2 Pour tout article nécessitant l'application de soudage par fusion pour des structures en acier inoxydable, l'entrepreneur ou ses sous-traitants doivent être certifiés conformément au Bureau canadien de soudage, CSA \ ACNOR AWS; Division 16 certification - dernière révision.

Spec Item:	Specification	TCMS Field #:
2		
NOTES GÉNÉRALES		

- 2.22.3 Pour tout article nécessitant l'application de soudage par fusion sur des structures en aluminium, l'entrepreneur ou ses sous-traitants doivent être certifiés conformément au Bureau canadien de soudage,
- 2.22.4 CSA \ ACNOR W47.2; Division 1 ou 2 certification - dernière révision.
- 2.22.5 L'entrepreneur doit fournir une documentation à l'autorité technique identifiant clairement la certification de soudage de tous les employés effectuant tout soudage inclus dans cette spécification.

2.23 Installations électriques

- 2.23.1 Toutes les installations électriques et les réparations doivent être effectuées selon les dernières révisions du TP127F - Normes d'électricité régissant les navires- de la Sécurité maritime de Transports Canada et de la norme 45- Recommended Practice for electrical installation on ships – de la IEEE.

2.24 Alimentation en électricité

- 2.24.1 La GCC doit permettre à l'entrepreneur l'utilisation d'un nombre limité (ou---) de prises électriques de 115 v C.A., 1 phase, 15 ampères pour la durée du contrat.

Spec Item:	Specification	TCMS Field #:
3		
LISTe des ACRONYMeS		

3.0 LISTE DES ACRONYMES

AC	Autorité contractuelle (TPSGC)
AI	Autorité de l'Inspection – Inspecteur technique (TPSGC)
AT	Autorité technique – Représentant du propriétaire (GCC)
CCT	Code canadien du travail
CSA	Association canadienne de normalisation - ACNOR
CWB	Bureau Canadien de soudage
FS	Fiche signalétique
GCC	Garde côtière canadienne
IEEE	Institute of Electrical and Electronic Engineers
LHT	Longueur hors-tout
MFE	Matériel fourni par l'entrepreneur
MFG	Matériel fourni par le Gouvernement
MPO	Ministère des Pêches et des Océans
MSSF	Manuel de Sécurité et de Sureté de la Flotte
RST	Représentant des services techniques
SC	Santé Canada
SCT	Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada
SGSS	Système de gestion de la sécurité et de la sureté
SIMDUT	Système d'information sur les matières dangereuses utilisées au travail
SMTC	Sécurité Maritime de Transports Canada
SST	Santé et sécurité au travail
TPSGC	Travaux publics et Services gouvernementaux Canada

Spec Item:	Specification	TCMS Field #:
4		
Renseignements sur le navire		

4.0 RENSEIGNEMENTS SUR LE NAVIRE

Navire n° 1:

Nom : NGCC *Cove Isle*
 Type : Baliseur de type 800
 Cote glace : Voyage en eaux intérieures, classe 2
 Année de construction : 1980

Dimensions principales :

Longueur : 20 m (65,6 pi)
 Largeur (hors membrures) : 6 m (19,7 pi)
 Tirant d'eau à pleine charge : 1,7 m (5,6 pi)
 Tonnage (déplacement) : 92,05 tonnes

Grue : Grue marine HIAB 215-3, n° de série 215-755

Emplacement; Base de la garde côtière de Parry Sound, 28, rue Waubeek,
 Parry Sound (Ontario) P2A 1B9

Navire n° 2 :

Nom : NGCC *Caribou Isle*
 Type : Baliseur de type 800
 Cote glace : Voyage en eaux intérieures, classe 2
 Année de construction : 1985

Dimensions principales :

Longueur : 23 m (75,5 pi)
 Largeur (hors membrures) : 6 m (19,7 pi)
 Tirant d'eau à pleine charge : 1,4 m (5,3 pi)
 Tonnage (déplacement) : 92,08 tonnes

Grue : Grue marine HIAB 180, n° de série, année-modèle 23912 M227

Emplacement; Base de la garde côtière de Amherstburg, 370, rue Dalhousie,
 Amherstburg,
 (Ontario) N9V 1X3

Spec Item:	Specification	TCMS Field #:
4		
Renseignements sur le navire		

Navire n° 3 :

Nom : NGCC *Limnos*
Type : Navire scientifique semihauturier
Cote glace : Voyage en eaux intérieures, classe I
Année de construction : 1968

Dimensions principales :

Longueur : 44,8 m (147 pi)
Largeur (hors membrures) : 9,75 m (32 pi)
Tirant d'eau à pleine charge : 2,6 m (8 pi)
Tonnage (déplacement) : 615 tonnes

Grue : Grue marine HIAB 110, n° de série, année-modèle 03808-238

Emplacement; Centre canadien des eaux intérieures (CCEI) – 867, chemin Lakeshore, Burlington (Ontario) L7S 1A1

N° de tâche :	Devis	N° du champ de la SMTC :
5		
Disponibilité du navire		

5.0 DISPONIBILITÉ DU NAVIRE

5.1 Visite

5.1.1 Il sera possible de visiter le navire le 24, 25 et 26 janvier 2017. Les entrepreneurs qui souhaitent soumissionner doivent s'efforcer d'être présents à la visite de chaque navire.

5.2 Travaux contractuels

5.2.1 Chaque navire sera amarré dans son port d'attache indiqué à la section 4.0. Il incombe à l'entrepreneur de se rendre à chaque emplacement pour exécuter les travaux sur chacun des trois navires. L'entrepreneur doit désinstaller et retirer la grue marine HIAB de chaque navire, la remettre en état dans ses installations, puis la retourner et la réinstaller sur chaque navire.

NGCC	Retrait – Plage de dates		Installation – Plage de dates	
	Date de début	Date de fin	Date de début	Date de fin
<i>Cove Isle</i>	Le 3 janvier 2017	Le 1 ^{er} mars 2017	Le 16 mars 2017	Le 31 mars 2017
<i>Caribou Isle</i>	Le 3 janvier 2017	Le 1 ^{er} mars 2017	Le 16 mars 2017	Le 31 mars 2017
<i>Limnos</i>	Le 3 janvier 2017	Le 1 ^{er} mars 2017	Le 20 mars 2017	Le 31 mars 2017

Remarque : L'entrepreneur doit prévoir suffisamment de temps pour effectuer toutes les tâches associées à ces exigences, y compris tous les tests et les essais.

Spec Item:	Specification	TCMS Field #:
6		
Remise en état de la grue Hiab – Trois (3) navires		

6.0 REMISE EN ÉTAT DE LA GRUE HIAB – TROIS (3) NAVIRES

6.1 Description

6.1.1 La GCC a l'obligation de procéder à la remise en état de trois grues marines HIAB. Ces grues sont situées sur trois navires distincts de la GCC : le NGCC *Cove Isle*, le NGCC *Caribou Isle* et le NGCC *Limnos*. L'entrepreneur doit désinstaller et décharger la grue de chaque navire dans son port d'attache, transporter la grue à l'installation de remise en état de l'entrepreneur, réaliser la remise en état complète des trois grues, livrer les grues à chaque navire correspondant, recharger et réinstaller les grues à bord de chaque navire et terminer la remise en service ainsi que tous les essais de levage nécessaires afin de certifier les grues dans le cadre de la SMTC.

6.2 Références

6.2.1 Données sur l'équipement – S.O.

6.2.2 Dessins

Numéro de dessin	Description	Numéro électronique
CMC06-102-GA	<i>DG du Cove Isle</i>	
00-1374	<i>Cove Isle - dessins hydrauliques connexes</i>	
CMC46-111-GA	<i>DG du Caribou Isle</i>	C46111ga1
CMC46-124-MA	<i>Caribou- Arrangement de grue de pont</i>	C46124ma1
CMC46-145-PL	<i>Caribou- Diagramme de tuyauterie d'huile hydraulique</i>	C46145pl1
CMC46-172-PL	<i>Caribou- Diagramme de tuyauterie d'huile hydraulique</i>	C46172pl1
	<i>DG du Limnos – pg 1</i>	
	<i>DG du Limnos – pg 2</i>	
	<i>DG du Limnos Vue de profil HIAB stbd côté</i>	
	<i>Limnos Photo 1-Seacrane sur navire</i>	
	<i>Limnos Photo 2-Seacrane Nov 30 2016</i>	
	<i>Limnos Photo 3-Seacrane Nov 30 2016</i>	

6.2.3 Règlements

6.2.3.1 L'entrepreneur doit consulter les lois et règlements suivants en ce qui concerne les travaux de la présente tâche.

Lois		
LMMC	<i>Loi sur la marine marchande du Canada</i>	
CCT	<i>Code canadien du travail</i>	

Spec Item:	Specification	TCMS Field #:
6		
Remise en état de la grue Hiab – Trois (3) navires		

Règlements		
RSSTMM	<i>Règlement sur la santé et la sécurité au travail en milieu maritime</i>	

6.2.4 Normes

6.2.4.1 L'entrepreneur doit respecter les normes suivantes pendant l'exécution des travaux du présent devis.

Publications		
TP 3177 F	Normes pour la protection contre les dangers que présentent les gaz à bord des navires qui doivent être réparés ou modifiés	
T127F	Sécurité maritime de Transports Canada – Normes d'électricité régissant les navires	
IEEE 45	Recommended Practice for Electrical Installations on Ships (en anglais seulement)	
CSA W47.1	Certification des compagnies de soudage par fusion des structures d'acier, partie 2 (Certification)	
CSA W47.2	Certification des compagnies de soudage par fusion de l'aluminium	
CSA W59	Construction soudée en acier (soudage à l'arc)	
CSA W59.2	Construction soudée en aluminium	

6.2.5 Normes d'assurance de la qualité

6.2.5.1 L'entrepreneur doit respecter les procédures DFO/5737 du Manuel de sécurité de la flotte pour garantir la sécurité du navire et de l'équipage. (https://buyandsell.gc.ca/cds/public/2014/07/28/9747369257f68915028d19bbe5942a0c/ABES.PROD.PW_OLZ.B008.E6139.ATTA012.PDF)

Procédures du MSSF	Titre	Inclus – Oui/Non
7.B.2	Protection contre les chutes	
7.A.1	Évaluation des risques	
7.A.10	Manipulation et confinement des matériaux contenant de l'amiante	
7.B.3	Entrée dans les espaces clos	
7.B.4	Travail à chaud	
7.B.5	Verrouillage et étiquetage	
7.B.6	Sécurité électrique – Travail sur les circuits sous tension	
7.E.5	Manutention, entreposage et élimination des matières dangereuses	

Spec Item:	Specification	TCMS Field #:
6		
Remise en état de la grue Hiab – Trois (3) navires		

8.B.2	Prévention et détection des incendies	
10.A.6	Peinture et autres revêtements	
10.A.7	Sécurité et sûreté de l'entrepreneur	
	Guide sur l'outillage de chargement de la Flotte	Oui

6.3 Aspect technique (les 3 navires)

6.3.1 Retrait de la grue

- 6.3.1.1 L'entrepreneur doit fournir l'ensemble des matériaux, de l'équipement et de la main-d'œuvre pour retirer la grue marine HIAB de chacun des trois navires mentionnés à la section 4.0. L'entrepreneur doit réaliser ces travaux dans chacun des ports d'attache du navire.
- 6.3.1.2 L'entrepreneur doit purger le système hydraulique de la grue de son liquide et l'éliminer conformément aux règlements fédéraux, provinciaux et municipaux en vigueur.
- 6.3.1.3 L'entrepreneur doit obturer tous les raccords, accessoires de raccordement et systèmes ouverts exposés pour prévenir l'entrée de saletés et de débris dans le système au moment de retirer la grue.
- 6.3.1.4 L'entrepreneur doit obturer toutes les pénétrations ouvertes dans les ponts afin d'assurer l'intégrité de l'étanchéité de la structure au moment de retirer la grue.
- 6.3.1.5 L'entrepreneur doit enlever toute la saleté et tous les débris associés au retrait de la grue et les éliminer conformément aux exigences du présent devis technique.
- 6.3.1.6 L'entrepreneur doit inspecter les bases de la grue et les pièces de fixation connexes et mentionner tous les défauts à l'autorité technique avant de quitter le navire.
- 6.3.1.7 L'entrepreneur doit transporter la grue enlevée à ses installations de remise en état en vue de réaliser tous les travaux de remise en état. Ces installations doivent être chauffées et pouvoir accueillir les trois grues à l'intérieur pendant le processus de remise en état jusqu'à ce que les grues soient retournées aux navires.
- 6.3.1.8 L'entrepreneur doit fournir tout l'équipement et le matériel servant à protéger et à bien arrimer les grues pour le transport. Tout dommage subi pendant le transport doit être réparé aux frais de l'entrepreneur.

6.3.2 Remise en état de la grue

- 6.3.2.1 L'entrepreneur doit remettre en état chaque grue dans ses propres installations à l'aide de pièces du FEO. Si le FEO ne peut pas fournir certaines pièces, l'entrepreneur doit indiquer lesquelles et en informer

Spec Item:	Specification	TCMS Field #:
6		
Remise en état de la grue Hiab – Trois (3) navires		

l'autorité technique. Toute solution de rechange adéquate doit être approuvée par l'autorité technique avant l'installation.

6.3.2.2 L'entrepreneur doit noter toutes les déficiences au cours de l'ouverture et de l'inspection de l'équipement à la rubrique 6.3.2.3. Tout travail supplémentaire en raison de ces déficiences sera négocié au moyen du formulaire TPSGC 1379, le cas échéant.

6.3.2.3 L'entrepreneur doit ouvrir, démonter et inspecter les éléments suivants:

- Tous les vérins hydrauliques de la grue
- Les vérins de stabilité
- Le treuil du câble hydraulique principal
- Toutes les boîtes à soupapes de commande
- Toutes les soupapes de surpression
- Toutes les soupapes de contre-pression
- Toutes les vannes de débit constant
- Toutes les vannes de réglage du débit réglable
- Toutes les bagues, les paliers et goupilles
- Tous les éléments de gréement et les réas
- Toutes les plaques d'usure, les coulisseaux, les berceaux et les patins de butée
- Toutes les structures d'acier; le socle, les fondations, les flèches
- Tous les treuils, les freins et les tambours
- Le gréement volant connexe.

6.3.2.4 L'entrepreneur doit remplacer tous les tuyaux hydrauliques de haute et de basse pression.

6.3.2.5 L'entrepreneur doit démonter, inspecter et rectifier tous les vérins hydrauliques. Les vérins doivent être assemblés avec de nouveaux joints et mis à l'essai sous pression avant la réinstallation. Tout travail supplémentaire à la suite des inspections sera négocié au moyen du formulaire TPSGC 1379, le cas échéant.

6.3.2.6 L'entrepreneur doit renouveler tous les joints de dérouleur des blocs de commande. L'entrepreneur doit nettoyer et inspecter toutes les soupapes de surpression, les tringleries de levier et les goupilles pour déceler toute usure et s'assurer du bon fonctionnement du système. Tout travail supplémentaire à la suite des inspections sera négocié au moyen du formulaire TPSGC 1379, le cas échéant.

6.3.2.7 L'entrepreneur doit démonter et inspecter tous les treuils hydrauliques et remplacer les ensembles de freinage (le cas échéant) et tous les joints. Tout travail supplémentaire à la suite des inspections sera négocié au moyen du formulaire TPSGC 1379, le cas échéant. Les

Spec Item:	Specification	TCMS Field #:
6		
Remise en état de la grue Hiab – Trois (3) navires		

treuils doivent faire l'objet d'un essai au banc pour en garantir le bon fonctionnement avant la réinstallation.

- 6.3.2.8 L'entrepreneur doit inspecter toutes les structures d'acier pour détecter les défauts de soudure et procéder à la mesure non destructive de l'épaisseur des structures de la flèche pour s'assurer qu'elles respectent les tolérances du fabricant. Le rapport doit être fourni à l'autorité technique une fois les travaux terminés. Tout travail supplémentaire à la suite des inspections sera négocié au moyen du formulaire TPSGC 1379, le cas échéant.
- 6.3.2.9 Toutes les structures d'acier doivent être nettoyées et dégraissées et recouvertes d'un système de revêtement marin approprié approuvé par l'autorité technique. Les couleurs doivent être identiques aux couleurs actuelles. Tous les revêtements doivent être appliqués conformément aux recommandations du fabricant.
- 6.3.2.10 Toutes les goupilles, les bagues, tous les paliers et les réas doivent être nettoyés à fond et inspectés. L'ajustement de chaque élément doit être mesuré et vérifié en fonction des tolérances du fabricant. Toutes les mesures doivent être consignées et présentées dans le rapport final en regard des tolérances du fabricant. Tout travail supplémentaire à la suite des inspections sera négocié au moyen du formulaire TPSGC 1379, le cas échéant.
- 6.3.2.11 L'entrepreneur doit retirer le câble métallique et le retourner à l'autorité technique. L'entrepreneur doit fournir de nouveaux câbles métalliques accompagnés d'un certificat d'inspection T5, puis les installer sur le treuil de la grue.
- 6.3.2.12 L'entrepreneur doit remplacer tous les écriteaux sur la grue, y compris, notamment la nouvelle limite de charge maximum utile et les étiquettes sur les poignées de commande.
- 6.3.2.13 L'entrepreneur doit remettre en place tous les composants et terminer les essais en atelier de l'ensemble des composants pour s'assurer qu'il n'y a pas de fuite et que le fonctionnement de la grue respecte complètement les spécifications techniques fournies par le fabricant d'origine.
- 6.3.3 Réinstallation**
- 6.3.3.1 L'entrepreneur doit transporter les grues à chaque navire dans leurs ports d'attache respectifs. L'entrepreneur doit fournir tout l'équipement et le matériel servant à protéger et à bien arrimer les grues pour le transport. Tout dommage subi pendant le transport doit être réparé aux frais de l'entrepreneur.
- 6.3.3.2 L'entrepreneur doit charger et réinstaller les grues sur les ponts de chaque navire conformément aux exigences de la GCC et aux

Spec Item:	Specification	TCMS Field #:
6		
Remise en état de la grue Hiab – Trois (3) navires		

recommandations du fabricant. L'entrepreneur doit utiliser de nouvelles pièces de fixation fait de la même matière et offrant la même qualité que l'original et retoucher toute la peinture endommagée.

- 6.3.3.3 L'entrepreneur doit nettoyer en profondeur les réservoirs hydrauliques et s'assurer que le système est exempt de débris.
- 6.3.3.4 L'entrepreneur doit inspecter tous les indicateurs de niveau et vérifier qu'ils sont opérationnels dans chaque réservoir hydraulique.
- 6.3.3.5 L'entrepreneur doit remplir le système hydraulique avec de l'huile hydraulique qu'il fournira et qui respecte les spécifications du fabricant. L'entrepreneur doit filtrer l'huile hydraulique rechargée dans ces systèmes à l'aide d'un dispositif de filtrage des contaminants et de l'eau conforme à la norme ISO 4406, code de gammes 16/13/8, qu'il doit fournir.
- 6.3.3.6 L'entrepreneur doit réaliser les essais de fonctionnalité sur la grue afin de s'assurer que la grue est entièrement fonctionnelle et exempte de fuite ou de défectuosité. L'entrepreneur doit réparer toutes les fuites ou les défectuosités constatées à ses frais.
- 6.3.3.7 L'entrepreneur doit apporter tous les ajustements finaux pour s'assurer que la grue est entièrement fonctionnelle et acceptée par l'autorité technique.

6.4 Preuve de rendement

6.4.1 Inspections

- 6.4.1.1 Une fois la remise en état terminée, l'entrepreneur doit permettre à l'AT d'inspecter chaque grue avant de la retirer de ses installations.
- 6.4.1.2 Avant de retourner les grues sur le navire, l'entrepreneur doit fournir toute la documentation liée au contrôle de la qualité en indiquant qu'il ne reste pas de défectuosités. Ce document doit être accepté par l'autorité technique avant le retour de la grue sur le navire.
- 6.4.1.3 L'entrepreneur doit effectuer une inspection visuelle totale de la colonne de base (y compris la structure d'appui sous le pont principal), de la colonne de pivotement (c.-à-d. la plateforme tournante) et de la flèche pour rechercher la corrosion et les dégâts éventuels et vérifier l'intégrité des revêtements. L'entrepreneur doit rédiger un rapport d'inspection exposant l'état général de la structure et de ses revêtements avec des photographies et une description complète.

6.4.2 Tests et essais

- 6.4.2.1 L'entrepreneur doit réaliser les essais non destructifs de toutes les structures d'acier et fournir un rapport.

Spec Item:	Specification	TCMS Field #:
6		
Remise en état de la grue Hiab – Trois (3) navires		

- 6.4.2.2 L'entrepreneur doit procéder à une inspection des soudures essentielles selon la méthode ACFM (Alternating Current Field Measurement) (mesure de champ de courant alternatif) ou en prenant des mesures par ultrasons. L'entrepreneur doit réaliser des mesures d'épaisseur par ultrasons sur les tôles d'acier désignées à cet effet. Il doit indiquer un prix pour 50 points de mesures et indiquer un prix par point.
- 6.4.2.3 L'entrepreneur doit offrir les services d'opérateurs d'END certifiés conformément à la norme CAN/CGSB-48.9712-édition la plus récente, Qualification et certification du personnel responsable d'essai non destructif, niveau II, pour la méthode appropriée. L'entrepreneur doit fournir des copies des certificats des opérateurs à l'AT (autorité technique).
- 6.4.2.4 L'entrepreneur doit préparer les structures et les soudures pour l'examen, en éliminant entre autres les revêtements ou la corrosion, au besoin. Lorsqu'il élimine le revêtement en vue des essais non destructifs, l'entrepreneur doit ensuite appliquer deux couches d'apprêt et deux couches de finition. L'entrepreneur doit amincir les bords des surfaces peintes pour obtenir un bon aspect visuel des revêtements une fois appliqués. Le revêtement doit être de la même couleur que le revêtement existant, être approuvé par le fabricant et convenir à l'usage en mer.
- 6.4.2.5 L'entrepreneur doit procéder à des essais de fonctionnement des dispositifs de limitation des mouvements de la flèche et des treuils et réaliser une épreuve de surcharge pour vérifier le fonctionnement des freins des treuils et de ceux du mécanisme d'orientation dans toute son amplitude articulaire.
- 6.4.2.6 L'entrepreneur doit effectuer une épreuve de surcharge à 125 % de la CMU de la grue. L'épreuve de surcharge doit au minimum être conforme aux exigences énoncées à l'annexe 4 du Règlement sur les cargaisons, la fumigation et l'outillage de chargement (DORS/2007-128). La charge (charge statique uniquement) doit être soulevée et transportée sur la totalité de l'amplitude de rotation, à l'extension minimale et maximale de la flèche selon les possibilités de la structure du navire. L'entrepreneur doit utiliser des poids d'essai fournis par le gouvernement et les mettre en place. L'entrepreneur doit fournir une cellule de charge étalonnée afin de mesurer chaque poids avant d'entreprendre un essai de charge. Une copie d'un certificat d'étalonnage valide doit être fournie à l'autorité technique pour la cellule de charge utilisée pendant les essais. L'entrepreneur doit arrimer les charges pour les essais et faire fonctionner la grue pendant l'ensemble des essais réalisés sur la grue.

Spec Item:	Specification	TCMS Field #:
6		
Remise en état de la grue Hiab – Trois (3) navires		

- 6.4.2.7 L'entrepreneur doit aviser l'autorité technique de l'exécution de l'épreuve de surcharge 24 heures à l'avance.
- 6.4.2.8 L'entrepreneur doit réaliser une épreuve de surcharge en présence de l'AT à 125 % de la charge maximum utile de la grue.
- 6.4.2.9 Les défauts notés pendant les tests et les essais doivent être réparés aux frais de l'entrepreneur.

6.4.3 Certification

- 6.4.3.1 Avant la fin du contrat, l'entrepreneur doit réaliser toutes les exigences et obtenir un certificat approuvé par la SMTC conforme aux exigences du Règlement sur les cargaisons, la fumigation et l'outillage de chargement (DORS/2007-128) aux fins d'inclusion dans le registre de l'outillage de chargement du navire et portant la signature du représentant des services techniques et le présenter à l'AT. Cela doit comprendre les éléments suivants :
- Le formulaire T-2 signé relatif à la conformité de charge structurale de chaque grue.
 - Le formulaire T-4 signé relatif au remplacement de tous les anneaux, les crochets, les manilles, les chaînes, les émerillons ou moufles pour chaque grue.
 - Le certificat T-5 signé relatif aux nouveaux câbles métalliques fournis pour chaque grue.
 - Le certificat T-7 signé relatif à l'inspection de tous les éléments de levage mobiles associés à chaque grue.

6.5 Produits livrables

6.5.1 Documents (rapports, dessins et manuels)

En plus des exigences relatives à la documentation et aux rapports énumérés à la rubrique 2.12 Résultats des essais et registre des données, l'entrepreneur doit aussi fournir les éléments suivants.

- 6.5.1.1 L'entrepreneur doit présenter un rapport des travaux entrepris selon le présent devis en indiquant toutes les données d'essai et en répertoriant toutes les déficiences détectées et les réparations effectuées. Le rapport doit donner dans une feuille Excel non protégée le détail de l'emplacement et des résultats de chaque essai non destructif. Il doit également comprendre des dessins annotés illustrant l'emplacement de chaque essai non destructif effectué sur le socle et le mécanisme d'orientation, comme sur la flèche principale. Les emplacements doivent être étiquetés et faire l'objet d'un renvoi dans le tableau.

Spec Item:	Specification	TCMS Field #:
6		
Installation du dispositif à interrupteur de fin de course		

- 6.5.1.2 Le rapport doit également comprendre des sommaires descriptifs des travaux effectués et des mesures enregistrées comme des photographies montrant l'état de ce qui suit :
- les diamètres d'axes et de bagues;
 - l'état des réas, des axes, des bagues, des paliers, des joues, des mofles, des treuils
 - les soudures et l'acier du socle et de la flèche;
 - la liste des matériaux correspondant à toutes les pièces neuves et joints installés;
 - les reçus pour l'élimination de l'huile usagée et des déchets huileux.
- 6.5.1.3 Avant la fin du contrat, l'entrepreneur doit fournir à l'AT un jeu original de documents pour les formulaires T-2, T-4, T-5 et T-7 de la SMTC aux fins d'inclusion dans le registre de l'outillage de chargement du navire et portant la signature du représentant des services techniques.
- 6.5.1.4 En outre, l'entrepreneur doit fournir tous les certificats, les dessins, les documents d'étalonnage, les documents et les rapports sous la forme et dans les quantités précisées aux rubriques 2.12.6 et 2.12.7.

7.0 INSTALLATION DU DISPOSITIF À INTERRUPTEUR DE FIN DE COURSE

7.1 Description

- 7.1.1 La GCC a l'obligation de fournir et d'installer des dispositifs à interrupteur de fin de course sur les grues marines HIAB à bord du **Cove Isle et du Caribou Isle seulement**. Ces dispositifs doivent empêcher la grue de tirer la moufle à crochet dans la butée de la flèche ou du réa. Le dispositif installé doit être approuvé par le fabricant d'origine, qui doit pouvoir en assurer l'entretien.

7.2 Références

7.2.1 Données sur l'équipement – S.O.

7.2.2 Dessins – sans objet

7.2.3 Règlements

- 7.2.3.1 L'entrepreneur doit consulter les lois et règlements suivants en ce qui concerne les travaux de la présente tâche.

Spec Item:	Specification	TCMS Field #:
6		
Installation du dispositif à interrupteur de fin de course		

Lois		
LMMC	<i>Loi sur la marine marchande du Canada</i>	
CCT	<i>Code canadien du travail</i>	
Règlements		
RSSTMM	<i>Règlement sur la santé et la sécurité au travail en milieu maritime</i>	

7.2.4 Normes

7.2.4.1 L'entrepreneur doit respecter les normes suivantes pendant l'exécution des travaux du présent devis.

Publications		
TP 3177 F	Normes pour la protection contre les dangers que présentent les gaz à bord des navires qui doivent être réparés ou modifiés	
T127F	Sécurité maritime de Transports Canada – Normes d'électricité régissant les navires	
IEEE 45	Recommended Practice for Electrical Installations on Ships (en anglais seulement)	
W47.1	Certification des compagnies de soudage par fusion des structures d'acier, partie 2 (Certification)	
CSA W47.2	Certification des compagnies de soudage par fusion de l'aluminium	
CSA W59	Construction soudée en acier (soudage à l'arc)	
CSA W59.2	Construction soudée en aluminium	

Spec Item:	Specification	TCMS Field #:
6		
Installation du dispositif à interrupteur de fin de course		

7.2.5 Normes d'assurance de la qualité

7.2.5.1 L'entrepreneur doit respecter les procédures suivantes du Manuel de sécurité de la flotte pour garantir la sécurité du navire et de l'équipage.

Procédures du MSSF	Titre	Inclus – Oui/Non
7.B.2	Protection contre les chutes	
7.A.1	Évaluation des risques	
7.A.10	Manipulation et confinement des matériaux contenant de l'amiante	
7.B.3	Entrée dans les espaces clos	
7.B.4	Travail à chaud	
7.B.5	Verrouillage et étiquetage	
7.B.6	Sécurité électrique – Travail sur les circuits sous tension	
7.E.5	Manutention, entreposage et élimination des matières dangereuses	
8.B.2	Prévention et détection des incendies	
10.A.6	Peinture et autres revêtements	
10.A.7	Sécurité et sûreté de l'entrepreneur	
	Guide sur l'outillage de chargement de la Flotte	Oui

7.3 Aspect technique (*Cove Isle* et *Caribou Isle* seulement)

7.3.1 Installation du dispositif à interrupteur de fin de course

7.3.1.1 L'entrepreneur doit fournir tous les documents techniques pour le dispositif à interrupteur de fin de course aux fins d'approbation par l'autorité technique avant l'installation.

Spec Item:	Specification	TCMS Field #:
6		
Installation du dispositif à interrupteur de fin de course		

- 7.3.1.2 L'utilisation du dispositif à interrupteur de fin de course doit être approuvée par le fabricant d'origine et cette documentation doit être fournie à l'AT aux fins d'acceptation avant l'installation.
- 7.3.1.3 Le dispositif à interrupteur de fin de course doit être installé conformément aux recommandations du fabricant.
- 7.3.1.4 Le dispositif installé ne doit pas restreindre le fonctionnement des grues de quelque façon que ce soit, notamment la dimension en position repliée, la longueur rétractée, la longueur entièrement déployée, la capacité de levage et la capacité de pivotement.
- 7.3.1.5 Toutes les surfaces de métal perturbées doivent être recouvertes d'un revêtement approuvé par le fabricant, adapté à l'environnement marin et de la même couleur que le matériau avoisinant.

7.4 Preuve de rendement

7.4.1 Inspections

- 7.4.1.1 Toutes les soudures doivent être inspectées par l'inspecteur de soudage certifié et approuvées comme étant convenables pour la charge prévue. Le certificat de l'inspecteur de soudure et l'approbation de soudure doivent être remis à l'autorité technique.
- 7.4.1.2 L'autorité technique doit inspecter, aux fins d'approbation, l'installation et le fonctionnement du dispositif à interrupteur de fin de course avant que la grue quitte l'installation de remise en état.

7.4.2 Tests et essais

- 7.4.2.1 L'entrepreneur doit démontrer la fonctionnalité du dispositif à interrupteur de fin de course selon la plage complète de fonctionnement de chaque grue. Les lacunes relevées au cours de l'essai doivent être réparées par l'entrepreneur, à ses propres frais.
- 7.4.2.2 L'entrepreneur doit démontrer que le dispositif installé ne limite d'aucune façon les fonctions d'origine de la grue.

7.4.3 Certification

- 7.4.3.1 L'entrepreneur doit remplir et signer un formulaire T-4 de la SMTC pour le dispositif à interrupteur de fin de course et fournir l'original à l'autorité technique.
- 7.4.3.2 L'entrepreneur doit fournir tous les certificats de soudage pour l'inspecteur de soudage, les approbations d'inspection de soudage et l'acceptation du fabricant de grue pour le dispositif à interrupteur de fin de course utilisé sur la grue.

Spec Item:	Specification	TCMS Field #:
6		

7.5 Produits livrables

7.5.1 Documents (rapports, dessins et manuels)

- 7.5.1.1 L'entrepreneur doit fournir tous les manuels, les dessins et les documents connexes pour le dispositif à interrupteur de fin de course.
- 7.5.1.2 Avant la fin du contrat, l'entrepreneur doit fournir à l'AT un jeu original de documents pour les formulaires T-4 de la SMTC aux fins d'inclusion dans le registre de l'outillage de chargement du navire et portant la signature du représentant des services techniques.
- En outre, l'entrepreneur doit fournir tous les certificats, les dessins, les documents d'étalonnage, les documents et les rapports sous la forme et dans les quantités précisées aux rubriques 2.12.6 et 2.12.7.

10. *What is the purpose of the study?*
 11. *What is the research question?*
 12. *What is the hypothesis?*
 13. *What is the significance of the study?*
 14. *What is the scope of the study?*
 15. *What is the methodology?*
 16. *What is the data collection method?*
 17. *What is the data analysis method?*
 18. *What is the conclusion?*
 19. *What are the limitations of the study?*
 20. *What are the future research directions?*

1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678,

[illegible]

DATE: _____
 OFFICE: _____
 NAME: _____
 ADDRESS: _____
 CITY: _____
 STATE: _____
 ZIP: _____



NO	DESCRIPTION	QTY
1	REPAIRING ROAD LANE	1
2	REPAIRING ROAD LANE	1
3	REPAIRING ROAD LANE	1
4	REPAIRING ROAD LANE	1
5	REPAIRING ROAD LANE	1
6	REPAIRING ROAD LANE	1
7	REPAIRING ROAD LANE	1
8	REPAIRING ROAD LANE	1
9	REPAIRING ROAD LANE	1
10	REPAIRING ROAD LANE	1
11	REPAIRING ROAD LANE	1
12	REPAIRING ROAD LANE	1
13	REPAIRING ROAD LANE	1
14	REPAIRING ROAD LANE	1
15	REPAIRING ROAD LANE	1
16	REPAIRING ROAD LANE	1
17	REPAIRING ROAD LANE	1
18	REPAIRING ROAD LANE	1
19	REPAIRING ROAD LANE	1
20	REPAIRING ROAD LANE	1
21	REPAIRING ROAD LANE	1
22	REPAIRING ROAD LANE	1
23	REPAIRING ROAD LANE	1
24	REPAIRING ROAD LANE	1
25	REPAIRING ROAD LANE	1
26	REPAIRING ROAD LANE	1
27	REPAIRING ROAD LANE	1
28	REPAIRING ROAD LANE	1
29	REPAIRING ROAD LANE	1
30	REPAIRING ROAD LANE	1
31	REPAIRING ROAD LANE	1
32	REPAIRING ROAD LANE	1
33	REPAIRING ROAD LANE	1
34	REPAIRING ROAD LANE	1
35	REPAIRING ROAD LANE	1
36	REPAIRING ROAD LANE	1
37	REPAIRING ROAD LANE	1
38	REPAIRING ROAD LANE	1
39	REPAIRING ROAD LANE	1
40	REPAIRING ROAD LANE	1
41	REPAIRING ROAD LANE	1
42	REPAIRING ROAD LANE	1
43	REPAIRING ROAD LANE	1
44	REPAIRING ROAD LANE	1
45	REPAIRING ROAD LANE	1
46	REPAIRING ROAD LANE	1
47	REPAIRING ROAD LANE	1
48	REPAIRING ROAD LANE	1
49	REPAIRING ROAD LANE	1
50	REPAIRING ROAD LANE	1
51	REPAIRING ROAD LANE	1
52	REPAIRING ROAD LANE	1
53	REPAIRING ROAD LANE	1
54	REPAIRING ROAD LANE	1
55	REPAIRING ROAD LANE	1
56	REPAIRING ROAD LANE	1
57	REPAIRING ROAD LANE	1
58	REPAIRING ROAD LANE	1
59	REPAIRING ROAD LANE	1
60	REPAIRING ROAD LANE	1
61	REPAIRING ROAD LANE	1
62	REPAIRING ROAD LANE	1
63	REPAIRING ROAD LANE	1
64	REPAIRING ROAD LANE	1
65	REPAIRING ROAD LANE	1
66	REPAIRING ROAD LANE	1
67	REPAIRING ROAD LANE	1
68	REPAIRING ROAD LANE	1
69	REPAIRING ROAD LANE	1
70	REPAIRING ROAD LANE	1
71	REPAIRING ROAD LANE	1
72	REPAIRING ROAD LANE	1
73	REPAIRING ROAD LANE	1
74	REPAIRING ROAD LANE	1
75	REPAIRING ROAD LANE	1
76	REPAIRING ROAD LANE	1
77	REPAIRING ROAD LANE	1
78	REPAIRING ROAD LANE	1
79	REPAIRING ROAD LANE	1
80	REPAIRING ROAD LANE	1
81	REPAIRING ROAD LANE	1
82	REPAIRING ROAD LANE	1
83	REPAIRING ROAD LANE	1
84	REPAIRING ROAD LANE	1
85	REPAIRING ROAD LANE	1
86	REPAIRING ROAD LANE	1
87	REPAIRING ROAD LANE	1
88	REPAIRING ROAD LANE	1
89	REPAIRING ROAD LANE	1
90	REPAIRING ROAD LANE	1
91	REPAIRING ROAD LANE	1
92	REPAIRING ROAD LANE	1
93	REPAIRING ROAD LANE	1
94	REPAIRING ROAD LANE	1
95	REPAIRING ROAD LANE	1
96	REPAIRING ROAD LANE	1
97	REPAIRING ROAD LANE	1
98	REPAIRING ROAD LANE	1
99	REPAIRING ROAD LANE	1
100	REPAIRING ROAD LANE	1

[illegible]

1. *Aluminum*
 2. *Aluminum*
 3. *Aluminum*
 4. *Aluminum*
 5. *Aluminum*
 6. *Aluminum*
 7. *Aluminum*
 8. *Aluminum*
 9. *Aluminum*
 10. *Aluminum*
 11. *Aluminum*
 12. *Aluminum*
 13. *Aluminum*
 14. *Aluminum*
 15. *Aluminum*
 16. *Aluminum*
 17. *Aluminum*
 18. *Aluminum*
 19. *Aluminum*
 20. *Aluminum*
 21. *Aluminum*
 22. *Aluminum*
 23. *Aluminum*
 24. *Aluminum*
 25. *Aluminum*
 26. *Aluminum*
 27. *Aluminum*
 28. *Aluminum*
 29. *Aluminum*
 30. *Aluminum*
 31. *Aluminum*
 32. *Aluminum*
 33. *Aluminum*
 34. *Aluminum*
 35. *Aluminum*
 36. *Aluminum*
 37. *Aluminum*
 38. *Aluminum*
 39. *Aluminum*
 40. *Aluminum*
 41. *Aluminum*
 42. *Aluminum*
 43. *Aluminum*
 44. *Aluminum*
 45. *Aluminum*
 46. *Aluminum*
 47. *Aluminum*
 48. *Aluminum*
 49. *Aluminum*
 50. *Aluminum*
 51. *Aluminum*
 52. *Aluminum*
 53. *Aluminum*
 54. *Aluminum*
 55. *Aluminum*
 56. *Aluminum*
 57. *Aluminum*
 58. *Aluminum*
 59. *Aluminum*
 60. *Aluminum*
 61. *Aluminum*
 62. *Aluminum*
 63. *Aluminum*
 64. *Aluminum*
 65. *Aluminum*
 66. *Aluminum*
 67. *Aluminum*
 68. *Aluminum*
 69. *Aluminum*
 70. *Aluminum*
 71. *Aluminum*
 72. *Aluminum*
 73. *Aluminum*
 74. *Aluminum*
 75. *Aluminum*
 76. *Aluminum*
 77. *Aluminum*
 78. *Aluminum*
 79. *Aluminum*
 80. *Aluminum*
 81. *Aluminum*
 82. *Aluminum*
 83. *Aluminum*
 84. *Aluminum*
 85. *Aluminum*
 86. *Aluminum*
 87. *Aluminum*
 88. *Aluminum*
 89. *Aluminum*
 90. *Aluminum*
 91. *Aluminum*
 92. *Aluminum*
 93. *Aluminum*
 94. *Aluminum*
 95. *Aluminum*
 96. *Aluminum*
 97. *Aluminum*
 98. *Aluminum*
 99. *Aluminum*
 100. *Aluminum*

100% **RECYCLED** PAPER
 100% **RECYCLED** PAPER
 100% **RECYCLED** PAPER

[illegible]





